



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 1st, 1951

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Action en séparation de biens

Prenez avis que Dame Yvonne Bélanger, épouse de Napoléon G. Simard, du Petit Lac Magog, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Sherbrooke, le 22 août 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
TURMEL & BEAUDRY.

Province de Québec, district de Montréal, N° 302822, Cour Supérieure, Marie-Rose Lavallée, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Odilons Jacques, des mêmes lieux demanderesse vs Ledit Odilon Jacques, des cité et district de Montréal, défendeur. Dame Marie Rose Lavallée, épouse de Odilon Jacques, agent des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 21 août 1951.

Les Procureurs de la demanderesse,
NOEL & DROUIN.

30802-o

Action for separation as to property

Take notice that Dame Yvonne Bélanger, wife of Napoléon G. Simard, of "Petit Lac Magog" has taken an action against her husband for separation as to property.

Sherbrooke, August 22, 1951.

TURMEL & BEAUDRY,
Attorneys for the Plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, No. 302822, Superior Court, Marie-Rose Lavallée, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Odilon Jacques, of the same place, Plaintiff vs The said Odilon Jacques, of the City and District of Montreal, Defendant. Dame Marie-Rose Lavallée, wife of Odilon Jacques, agent, of the City and District of Montreal, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Montreal, August the 21st, 1951.

NOEL & DROUIN,
Attorneys for the Plaintiff.

30802-o

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, Cour Supérieure, N° 6864. Madeleine Pelletier, de la cité de St-Jean, district d'Iberville, épouse commune en biens de Alexandre Benoit également de la cité de St-Jean, district d'Iberville, demanderesse vs Alexandre Benoit de la cité de St-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse.

St-Jean, Québec, le 18 août 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
STAN. DERY.

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Superior Court No. 6864. Madeleine Pelletier, of the city of St-John, district of Iberville, wife common as to property of Alexandre Benoit, also of the city of St-John, district of Iberville, Plaintiff, vs Alexandre Benoit, of the city of St-John, district of Iberville, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff.

St-John, Que., August 18, 1951.

STAN. DERY,
Attorney for the Plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure. Dame Hélène Lefebvre, épouse commune en biens de Joseph Talarico, manufacturier, de la cité de Verdun, district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par jugement de cette Cour, rendu le 21 août 1951, demanderesse, vs Joseph Talarico, manufacturier, de la ville de Verdun, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause le 23 août 1951.

Montréal, le 23 août 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
ALBERT H. MALOUF.
265, O., rue Craig, Montréal. 30807

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court. Hélène Lefebvre, wife common as to property of Joseph Talarico, manufacturer, of the city of Verdun, district of Montreal, duly authorized to ester en justice by judgment of this Court rendered on August 21st, 1951, Plaintiff, vs Joseph Talarico, manufacturer, of the city of Verdun, district of Montreal, Defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case on August 23rd, 1951.

Montreal, August 23rd, 1951.

ALBERT H. MALOUF,
Attorney for Plaintiff.
265 Craig St., W., Montreal. 30807-o

Cour Supérieure N° 303846. Dame Jeannette Bouchard, épouse de Rosaire Jodoin, contracteur, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 25 août 1951.

Les Avocats de la demanderesse,
MEUNIER & HÉBERT.
30819-o

Superior Court, No. 303846. Dame Jeannette Bouchard, wife of Rosaire Jodoin, contractor, of the city and district of Montreal, has taken an action against her husband for separation as to property.

Montreal, August 25, 1951.

MEUNIER & HÉBERT,
Attorneys for the plaintiff.
30819

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 304112. Dame Aline Chartrand, demanderesse, vs Roger Lacombe, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Montréal, 28 août 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
JOHN M. SCHLESINGER.
30820

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 304112. Dame Aline Chartrand, plaintiff vs Roger Lacombe, defendant

An action in separation as to property has been instituted in this cause.

Montreal, August 28th, 1951.

JOHN M. SCHLESINGER,
Attorney for Plaintiff.
30820-o

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, N° 3778. Dame Doris M. Derome, de la Cité de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Henry J. Sorensen, des mêmes lieux et endroit, demanderesse; vs ledit Henry J. Sorensen, entrepreneur électricien, des mêmes lieux et endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 juillet 1951.

Sweetsburg, ce 21 août 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
GEO.-H. DUREAULT, C.R.
30835-o

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 3778. Doris M. Derome, of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Henry J. Sorensen, of the same place, plaintiff; vs The said Henry J. Sorensen, contractor electrician, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this case, on the 5th day of July 1951.

Sweetsburg, this 21st day of August 1951.

GEO. H. DUREAULT, K.C.,
Attorney for Plaintiff.
30835-o

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 894

Québec, le 14 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 894

Quebec, August 14, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "C"

CONCERNANT une correction du décret relatif aux employés de garage de l'Île de Montréal.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 184 du 8 février 1950, relatif aux employés de garage dans l'Île de Montréal, amendé par les arrêtés en conseil numéros 225-A du 22 février 1950 et 735-B du 12 juillet 1951, soit corrigé comme suit:

1° Au troisième paragraphe de l'article 24, les mots "trois (3) jours" sont remplacés par les mots "quatre (4) jours."

2° Au deuxième paragraphe de l'article 25, les mots "trois jours" sont remplacés par les mots "deux (2) jours".

Document "G" annexé à l'arrêté

A. MORISSET,

30829 Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 925

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT la prolongation du droit de prélèvement du comité paritaire de l'Industrie de la chaussure.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le droit de prélèvement du Comité paritaire de l'Industrie de la chaussure, autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 350 du 4 avril 1951 (section "F"), soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1951, aux mêmes taux et conditions.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946, amendé par les arrêtés numéros 1352-A, 1658-A et 1883-A des 20 août, 8 octobre et 12 novembre 1947, 68-C, 1132-D et 1390-A des 22 janvier, 1er septembre et 21 octobre 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A des 24 février, 11 août et 27 octobre 1949, 915-F, 1291-A des 9 août et 23

Part "G"

CONCERNING a correction of the decree relating to the garage employees in the Island of Montreal.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree No. 184 of February 8, 1950, relating to the garage employees in the Island of Montreal, as amended by Orders in Council Nos. 225-A of February 22, 1950 and 735-B of July 12, 1951, be corrected as follows:

1. In the third paragraph of section 24, the words "three (3) holidays" are replaced by the words "four (4) days".

2. In the second paragraph of section 25, the words "three (3) days" are replaced by the words "two (2) holidays".

(Document "G" annexed to the Order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 925

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING an extension of the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the right to levy of the Joint Committee of the Shoe Industry, authorized by a by-law approved by Order in Council number 350 of April 4, 1951 (part "F"), be extended until December 1, 1951, with the same rate and conditions.

(Document "D" annexed to the Order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor-in-Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the shoe industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the shoe industry in the province of Québec, rendered obligatory by the decree No. 3003 of July 31, 1946, as amended by Orders Nos. 1352-A, 1658-A and 1883-A of August 20, October 8 and November 12, 1947, 68-C, 1132-D and 1390-A of January 22, September 1 and October 21, 1948, 207-B, 883-B, 1197-C, 1198-A of February 24, August 11 and October 27, 1949, 915-F, 1291-A of August 9 and

novembre 1950 et 51-C du 11 janvier 1951, ont présenté au Ministre du Travail, une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juillet 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3003, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "b" de l'article 2 est remplacé par le suivant:

"b) La fabrication des talons en caoutchouc façonnés ou moulés ainsi que des talons de bois."

2° Le paragraphe "d" de l'article 3 est radié et remplacé par le suivant:

"d) Les retailles comprenant seulement les morceaux qui tombent des blocs des tailleurs."

3° Le premier alinéa de l'article 4 est remplacé par le suivant:

"Article 4: *Proportion d'apprentis*: Le nombre des apprentis dans une manufacture ne doit pas excéder 10% du nombre total des salariés des classes 1, 2, 3 et 4 décrites à l'article 8 du décret. Le pourcentage d'apprentis ne s'applique pas au département de la couture et aux opérations 519-4 à 529-5 inclusivement."

4° L'article 8 est remplacé par le suivant:

"Article 8: Salaire des salariés des départements du patronage, taillage, cuir à semelles, montage, fongage, finition."

a) *Salariés travaillant à l'heure*:

November 23, 1950 and 51-C of January 11, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 3003, be amended as follows:

1. Subsection "b" of section 2 is replaced by the following:

"b) The fabrication of wrought or moulded rubber heels, including wooden heels."

2. Subsection "d" of section 3 is deleted and replaced by the following:

"d) Remnants shall include only those pieces falling off the cutters' tables."

3. The first paragraph of section 4, is replaced by the following:

"Section 4. *Percentage of apprentices*: The number of apprentices in a manufacture shall not exceed 10% of the total number of employees of classes 1, 2, 3 and 4 as described in section 8 of the decree. The percentage of apprentices shall not apply to the sewing department and to operations 519-4 to 529-5 inclusive."

4. Section 8 is replaced by the following:

"Section 8. Wages of employees in the pattern making, cutting, sole leather, lasting, making and finishing departments:

a) *Employees paid by the hour*:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1	\$1.50	\$1.00	\$0.92
Apprenti — Apprentice:			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	0.80	0.76	0.70
2ièmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	0.90	0.855	0.79
Classe 2 — Class 2	0.90	0.855	0.79
Apprenti — Apprentice:			
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.65	0.62	0.57
2èmes 600 heures — 2nd 600 hours	0.80	0.76	0.70
Classe 3 — Class 3	0.80	0.76	0.70
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.65	0.62	0.57
Classe 4 — Class 4	0.60	0.57	0.525
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.45	0.43	0.395
Classe 5 — Class 5	0.45	0.43	0.395
Classe 6 — Class 6	0.40	0.38	0.35

b) *Salariés travaillant à la pièce*: Nonobstant les taux mentionnés plus haut, les salariés travaillant à la pièce doivent recevoir les taux minima suivants:

b) *Piece-work employees*: Notwithstanding the rates mentioned above, the employees doing piece-work shall receive the following minimum rates:

	Zones		
	I	II	III
Classe 1 — Class 1	\$1.155	\$1.10	\$1.01
Apprenti — Apprentice:			
1ères 1,200 heures — 1st 1,200 hours	0.88	0.835	0.77
2ièmes 1,200 heures — 2nd 1,200 hours	0.99	0.94	0.87
Classe 2 — Class 2	0.99	0.94	0.87
Apprenti — Apprentice:			
1ères 600 heures — 1st 600 hours	0.715	0.68	0.625
2ièmes 600 heures — 2nd 600 hours	0.88	0.835	0.77
Classe 3 — Class 3	0.88	0.835	0.77
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.715	0.68	0.625
Classe 4 — Class 4	0.66	0.625	0.58
Apprenti: 600 heures — Apprentice: 600 hours	0.495	0.475	0.435
Classe 5 — Class 5	0.495	0.475	0.435
Classe 6 — Class 6	0.44	0.42	0.385

Les mêmes taux s'appliquent aux classifications comprises dans les articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret.

c) Le décret permet une période d'initiation de 600 heures dans la classe 5 et une période d'initiation de 600 heures dans la classe 6. Il y a une période d'initiation pour chaque classe mais non pas pour chaque opération de chaque classe."

5° A l'article 12, l'opération 206-4 est remplacée par la suivante:

"206-4. Tailler le bon bout, le sous-bout, le demi-sous-bout, le renforcé de cambrure dans les retailles de cuir."

6° A l'article 13, l'opération 360 est biffée.

7° A l'article 14, l'opération 438-3 est biffée et remplacée par la suivante:

"438-3. Rogner la semelle crêpée ou la bande."

8° A l'article 16, l'opération 529-5, est remplacée par la suivante:

"529-5. Les préposés aux ascenseurs, les chauffeurs de camions attachés exclusivement à l'établissement, les hommes chargés de l'entretien de l'établissement et les gardiens."

9° A l'article 17, opération 600-A, les mots "coudre la fourrure à la machine à fourrure" sont remplacés par les mots "coudre la fourrure à la machine".

10° A l'article 17, opération 601-B, les mots "Étamper la pointure" sont remplacés par les suivants:

"Étamper la pointure ou marquer, pour fin de vente".

11° A l'article 17, les mots suivants sont ajoutés à la fin du paragraphe 602, classe C: "Étamper la pointure ou marquer, pour fin de fabrication".

12° A l'article 17, opération 602, classe C, les mots "Poser les boucles ou tous genres d'ornements, les pompons et la fourrure" sont remplacés par les mots suivants: "Poser les boucles, les pompons, ou tout genres d'ornements. Poser la fourrure à la main, ou à la crampe".

13° Le paragraphe "a" de l'article 18 est remplacé par le suivant:

"a) Définition: Le mot "contremaître" désigne tous les salariés qui, dans l'opinion du comité, exécutent un travail se rapportant à la surveillance ou la direction dans un ou plusieurs départements de l'établissement".

14° Les paragraphes "a" et "b" de l'article 19 sont radiés et remplacés par le suivant:

"Article 19. *Employés de bureau*: Les employés de bureau, commis à la direction, à l'administration, comptabilité, tenue de livres et aux écritures ont droit aux salaires et autres avantages prévus par les ordonnances de la Commission du salaire minimum".

15° A l'article 20, les mots "l'ordonnance numéro 6 et amendements" sont remplacés par les mots "les ordonnances".

16° Le paragraphe suivant est ajouté à l'article 22:

"Quiconque, nonobstant cette prohibition, fait travailler les jours de fêtes chômées mentionnées au paragraphe ci-dessus, doit payer salaire double".

17° Le paragraphe "b" de l'article 24 est remplacé par le suivant:

"b) Le salaire de la semaine de vacances doit être de 4% du salaire du salarié avant toute déduction quelconque dans la période du 1er janvier au 30 juin précédant les vacances."

18° Au paragraphe "c" de l'article 24, le chiffre 2%, est remplacé par le chiffre 4%.

19° Le deuxième alinéa du paragraphe "h" de l'article 24 est remplacé par le suivant:

"La rémunération de cette 2ème semaine de vacances doit être de 4% du salaire du salarié,

The same rates apply to classifications contained in section 10, 11, 12, 13, 14 and 15 of the decree.

c) The decree allows for a training period of 600 hours in class 5 and for a training period of 600 hours in class 6. There is such a period for each class but not for each class operation."

5. In section 12, operation 206-4 is replaced by the following:

"206-4. Cutting top-piece, lifts, half lifts, shank reinforcement for leather remnants."

6. In section 13, operation 360 is deleted.

7. In section 14, operation 438-3 is deleted and replaced by the following:

"438-3. Trimming crepe sole or band."

8. In section 16, operation 529-5, is replaced by the following:

"529-5. Elevator operators, truck drivers working exclusively for the establishment, maintenance men of the establishment and watchmen."

9. In section 17, operation 600-A, the words "Sewing fur on fur machine" are replaced by the words "Sewing fur on machine".

10. In section 17, operation 601-B, the words "Stamping size" are replaced by the following:

"Stamping size or marking for selling purposes."

11. In section 17, the following words are added at the end of subsection 602, class C: "Stamping size or marking for manufacturing purposes."

12. In section 17, operation 102, class C, the words "Fixing bow or any other ornaments, pompons and fur" are replaced by the following: "Fixing bow, pompons or any other ornaments. Staple or hand setting of fur."

13. Subsection "a" of section 18 is replaced by the following:

"a) Definition: The word "foreman" means any employee whose work in the opinion of the Committee, is one of supervision or direction in one or more departments of the establishment."

14. Subsections "a" and "b" of section 19 are replaced by the following:

"Section 19. *Office employees*: Office employees, including management, accounts and bookkeeping clerks, are entitled to the wages and other advantages stipulated in the ordinances of the Minimum Wage Commission."

15. In section 20, the words "Ordinance No. 6, and amendments" are replaced by the words "the ordinances".

16. The following subsection is added to section 22:

"Anyone, notwithstanding the above provisions, has work done by employees on the holidays mentioned in the foregoing subsection, shall pay double time."

17. Subsection "b" of section 24 is replaced by the following:

"b) Remuneration for the week's vacation shall equal 4% of the wages of the employee concerned, before any deduction be made, for the period between January 1 and June 30 preceding the vacation."

18. In subsection "c" of section 24, the figure 2% is replaced by 4%.

19. The second paragraph of subsection "h" of section 24 is replaced by the following:

"Remuneration for this second week's vacation shall equal 4% of the wages of the employee

avant toute déduction quelconque dans la période du 1er juillet au 31 décembre précédant les vacances".

20° A l'article 26, les mots "Tous les salariés qui exécutent les mêmes opérations" sont remplacés par les mots "Tous les salariés à la pièce qui exécutent les mêmes opérations".

21° L'article 35 du décret est biffé.
(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o

Greffier du Conseil Exécutif.

concerned, before any deduction be made, for the period between July 1 and December 31 preceding the vacation."

20. In section 26, the words "All employees doing the same operations" are replaced by the words "All piece-work employees doing the same operations."

21. Section 35 of the decree is deleted.
(Document "A" annexed to the order).

A. MORISSET,

30829-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval, Lac St-Jean, Charlevoix et Saguenay, rendue obligatoire par le décret numéro 1414 du 14 décembre 1949 amendé par l'arrêté numéro 850-A du 19 juillet 1950 ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 juin 1951;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que ledit décret, numéro 1414, soit modifié comme suit:

1° Le paragraphe "i" suivant est ajouté à l'article I:

"i) Lorsqu'une ou plusieurs personnes, individuellement ou en société, exécutent comme contractants tout travail régi par le présent décret et habituellement accompli par des salariés, ces personnes sont considérées comme étant elles-mêmes des salariés et sont assujetties aux dispositions du présent décret de la même manière et au même degré que lesdits salariés."

2° Le paragraphe "b" de l'article III est remplacé par le suivant:

"b) Les salariés de l'équipe de nuit ont une semaine régulière de travail de quarante et une (41) heures, mais ils doivent recevoir une rémunération équivalente à quarante-quatre (44) heures de travail."

3° Les paragraphes "a" et "b" de l'article IV sont remplacés par les suivants:

"a) Dans la zone I, les taux de salaires minima sont les suivants:

Compagnons	Salaires horaires
Dans les établissements ayant neuf (9) salariés ou plus.....	\$1.20

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the printing trades in the counties of Chicoutimi, Roberval, Lake St. John, Charlevoix and Saguenay, rendered obligatory by the decree No. 1414 of December 14, 1949, as amended by Order No. 850-A of July 19, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 30, 1951;

WHEREAS the objections set forth have been considered in-pursuance of the provisions of the Act;

BE IT ENACTED, THEREFORE, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the said decree, number 1414, be amended as follows:

1° The following subsection "i" is added to section I:

"i) When one or more persons perform, either individually or in partnership, in the capacity of contractors, any work governed by the present decree and habitually done by employees, such persons are themselves considered as employees and are governed by the provisions of the present decree in the same manner and to the same extent as employees."

2° Subsection "b" of section III is replaced by the following:

"b) Night shift employees shall have a standard work week of forty-one (41) hours but they shall receive a remuneration equivalent to forty-four (44) hours of work."

3. Subsections "a" and "b" of section IV are replaced by the following:

"a) In zone I, the minimum wage rates shall be as follows:

Journeymen	Hourly rates
In establishments with nine (9) or more employees.....	\$1.20

Dans les autres établissements.....	1.10
<i>Filles employées à la reliure:</i>	
Premier semestre (1100 heures).....	0.37
Deuxième semestre (2200 heures).....	0.40
Troisième semestre (3300 heures).....	0.46
Quatrième semestre (4400 heures).....	0.50
Cinquième semestre (5500 heures).....	0.52
Sixième semestre (6600 heures).....	0.54

"b) Dans la zone II, les taux de salaires minima sont les suivants:

	<i>Salaires horaires</i>
Compagnons.....	\$1.05
Filles employées à la reliure	même taux que dans la zone I, moins 10%"

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article V:

"Tout salarié qui travaille dans un autre atelier après sa journée de travail, doit être rémunéré au taux de temps et demi."

5° Le paragraphe "a" de l'article VI est remplacé par le suivant:

"a) Les jours de fêtes suivants doivent être chômés et payés: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël.

Les fêtes telles qu'énumérées ci-haut sont observées, et les salariés sont payés au taux régulier de salaire pour la période de temps perdue par l'observance de ces congés. Si donc un congé n'occasionne pas de perte de temps, par le fait qu'il tombe un samedi ou un dimanche, l'employeur n'est pas dans l'obligation de payer ledit congé."

6° L'alinéa suivant est ajouté à l'article VII:

"Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, dans les limites du comté de Chicoutimi, tous les compagnons ont droit à deux semaines de vacances payées après un an de service pour le même employeur."

7° Le paragraphe "d" de l'article IX est remplacé par le suivant:

"d) *Taux de salaires minima:* Les apprentis doivent être rémunérés comme suit:

	<i>l'heure</i>
Première année.....	\$0.35
Troisième semestre.....	0.44
Quatrième semestre.....	0.45
Cinquième semestre.....	0.55
Sixième semestre.....	0.59
Septième semestre.....	0.65
Huitième semestre.....	0.70
Neuvième semestre.....	0.83
Dixième semestre.....	0.85"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.

ATTENDU que, conformément aux dispositions

In the other establishments.....	1.10
<i>Bookbinding female employees:</i>	
First six months (1,100 hours).....	\$0.37
Second six months (2,200 hours).....	0.40
Third six months (3,300 hours).....	0.46
Fourth six months (4,400 hours).....	0.50
Fifth six months (5,500 hours).....	0.52
Sixth six months (6,600 hours).....	0.54"

"b) In zone II, the minimum hourly rates shall be as follows:

	<i>Hourly rates</i>
Journeymen.....	\$1.05
Bookbinding female employees	same rates as in "zone I, less 10%"

4. The following paragraph is added to section V:

"Every employee doing work in another shop after his regular working hours shall be paid at the rate of time and a half."

5. Subsection "a" of section VI is replaced by the following:

"a) The following holidays shall be observed and paid: New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday until noon, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

The above-mentioned holidays are observed and the employees shall be paid at the regular rate for the time lost through the observance of the holidays. When a holiday entails no loss of time because of its falling on a Sunday or a Saturday, the employer is not compelled to pay the wages for such holiday."

6. The following paragraph is added to section VII:

"Notwithstanding the foregoing, within the limits of the county of Chicoutimi, all journeymen are entitled to a vacation of two weeks with pay after one year of service for the same employer."

7. Subsection "d" of section IX is replaced by the following:

"d) *Minimum wage rates:* Apprentices shall be remunerated as follows:

	<i>per hour</i>
First year.....	\$0.35
Third six months.....	0.44
Fourth six months.....	0.45
Fifth six months.....	0.55
Sixth six months.....	0.59
Seventh six months.....	0.65
Eighth six months.....	0.70
Ninth six months.....	0.83
Tenth six months.....	0.85"

(Document "B" annexed to the order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING amendments of the decree relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Chicoutimi, Lake St-John and Roberval.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the

de la Loi de la convention collective (Status re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval, rendue obligatoire par le décret numéro 2684 du 9 octobre 1941, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1575 du 2 juillet 1942, 3943 du 19 octobre 1944, 3430 du 28 août 1946, 1156-C et 2113-B des 17 juillet et 23 décembre 1947, 422-C du 30 mars 1948, 471-C et 1316-D des 26 avril 1950 et 30 novembre 1950 et 541-D du 30 mai 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 30 juin 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 2684, soit modifié comme suit:

1° Les mots suivants sont ajoutés au paragraphe "d" de l'article IV après le mot "L'Épiphanie": "le Vendredi-Saint jusqu'à midi (dans les salons de coiffure seulement)".

2° Le prix de \$10.00 mentionné au paragraphe "a" de l'article VI pour une ondulation permanente à froid (cold wave), est réduit à \$8.00.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "D"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés de garage dans la cité de Sherbrooke, et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts re-fondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention relative aux employés de garages dans la cité de Sherbrooke et un rayon de dix (10) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 231 du 7 mars 1951, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juillet 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

QUE ledit décret, numéro 231, soit modifié comme suit:

1° L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Salaires minima*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacune des catégories de salariés ci-après mentionnées:

a) Apprentis de toutes les catégories:

de 16 à 20 ans:

Première année \$0.41

l'heure

Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Chicoutimi, Lake St. John and Roberval, rendered obligatory by the decree No. 2684 of October 9, 1941, as amended by Orders in Council Nos. 1575 of July 2, 1942, 3943 of October 19, 1944, 3430 of August 28, 1946, 1156-C and 2113-B of July 17 and December 23, 1947, 422-C of March 30, 1948, 471-C and 1316-D of April 26, and November 30, 1950 and 541-D of May 30, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 30, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

BE IT ENACTED, THEREFORE, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 2684, be amended as follows:

1. The following words are added to subsection "d" of section IV, after the words "Epiphany Day": Good Friday until noon (female hairdressers' parlors only)".

2. The price of \$10.00 mentioned in subsection "a" of section VI for a cold wave is reduced to \$8.00.

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,

30829-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "D"

CONCERNING amendments of the decree relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the garage employees in the city of Sherbrooke and a radius of ten (10) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 231 of March 7, 1951, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 231, be amended as follows:

1. Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum wages*: The minimum wage rates shall be the following for each one of the categories hereinafter mentioned.

16-20 years of age:

First year \$0.41

per hour

Deuxième année	0.61	Second year	0.61
Troisième année	0.68	Third year	0.68
Quatrième année	0.75	Fourth year	0.75
de 20 à 26 ans:		20-26 years of age:	
Première année	0.68	First year	0.68
Deuxième année	0.75	Second year	0.75
Troisième année	0.81	Third year	0.81
Quatrième année	0.88	Fourth year	0.88

b) *Compagnons*: Charron, machiniste, électricien, mécanicien, vitrier, peintre, nettoyeur de bourrures, teinturier, vulcanisateur, spécialiste en alignement de roues, spécialiste en mise à point des moteurs (tune up), spécialiste en réparation des freins, soudeur, réparateur de radiateurs, débosseur, forgeron, rembourreur, vérificateur.

b) *Journeyman*: Wheelwright, machinist, electrician, mechanic, glazier, painter, upholstery cleaner, dyer, vulcanizer, wheel alignment, motor tune-up and brake repair specialist, welders, radiator, repairers, bodyman, blacksmith, upholsterer, tester:

Première classe	\$1.15	First Class	\$1.15
Deuxième classe	1.01	Second Class	1.01
c) <i>Graisser et hommes de service</i> :		c) <i>Greaser and Service man</i> :	
Première classe	0.88	First class	0.88
Deuxième classe	0.75	Second class	0.75
Semaine de travail:		Working Week:	
de jour: 6 jours par semaine.		Day time: 6 days a week.	
de nuit: 6 jours par semaine.		Night time: 6 days a week.	

d) <i>Concierge</i>	par semaine \$40.50	d) <i>Janitor</i>	per week \$40.50
e) <i>Préposé aux pièces de rechange dans les garages</i> :		e) <i>Stock Room Clerk in Garages</i> :	

Gérant	\$60.85	Manager	60.85
Assistant-gérant	49.85	Assistant-Manager	49.85
Apprenti, 1ère année	20.25	Apprentice, 1st year	20.25
Apprenti, 2ème année	27.00	Apprentice, 2nd year	27.00
Apprenti, 3ème année	33.75	Apprentice, 3rd year	33.75
Apprenti, 4ème année	40.50	Apprentice, 4th year	40.50

2° L'article IV est remplacé par le suivant:

2. Section IV is replaced by the following.

"IV. *Détermination et répartition des heures de travail*:

IV. *Determination and distribution of working hours*: a) *Garages, machine shops, scrapping yards, parking grounds*: The regular week consists of 49 hours. The regular working day consists of nine (9) consecutive hours, distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday; on Saturday between 7.00 a.m. and noon. One hour shall be granted for the noon meal.

a) *Garages, ateliers de mécanique, terrains de démolition, terrains de stationnement*: La semaine régulière de travail est de 49 heures. Le travail journalier est de neuf (9) heures consécutives réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et entre 7.00 a.m. et midi le samedi. Une heure est accordée par le repas du midi.

All work done after 6.00 p.m. and in excess of nine (9) hours of work per day from Monday to Friday and on Saturday afternoon, shall be paid the regular rate increased by fifty per cent (50%).

- Tout travail exécuté après 6.00 p.m. et en plus de neuf (9) heures par jour du lundi au vendredi et le samedi après-midi doit être payé au taux régulier majoré cinquante pour cent (50%).

b) *Service men*: The hours of work of service men shall be distributed as follows:

b) *Hommes de Service*: Les heures de travail des hommes de service sont réparties comme suit:

1ère équipe (de jour): 9 heures par jour (maximum).

1st shift (day): 9 hours per day (maximum).

2ème équipe (de nuit): 9 heures par nuit (maximum).

2nd shift (night) 9 hours per night (maximum)

La semaine régulière des hommes de service est de 49 heures. Tout travail fait en plus de 9 heures par jour ou par nuit et en plus de 54 heures par semaine est considéré comme temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Cependant, aucun homme de service ne peut être forcé de travailler plus de 9 heures par jour ou par nuit, ni plus de 49 heures par semaine.

The standard work week of service men shall consist of 49 hours. Any hour worked in excess of 9 hours per day or per night and of 54 hours per week shall be considered as overtime and remunerated at the rate of time and a half. However, no service man may be compelled to work more than 9 hours per day or night, nor more than 49 hours per week.

c) *Concierge (gardien)*: La semaine régulière du concierge (gardien) est de 72 heures, à savoir 6 nuit et 12 heures, avec paiement de temps et demi après 12 heures de travail chaque nuit.

c) *Janitor (watchman)*: The standard week of janitors (watchmen) shall consist of 72 hours, 6 nights of 12 hours, with time and a half after 12 hours of work per night.

d) *Préposé aux pièces de rechange*: La semaine régulière de travail est de cinquante-deux (52) heures. La rémunération au taux de salaire et demi ne s'applique qu'après les cinquante-deux (52) heures de travail accomplies."

d) *Stockroom Clerks*: The regular work week consists of fifty two hours (52). Time and half is paid only after the regular fifty-two hours are worked."

e) La rémunération du temps supplémentaire doit être calculée conformément aux dispositions des articles XIV XV du présent décret."

e) Overtime pay shall be computed in pursuance of the provisions of sections XIV and XV of the present decree."

3. Les mots "et se procurer un permis d'ap-

3. The words "and obtain an apprentice

prenti" sont ajoutés après les mots "au Comité paritaire "mentionnés au paragraphe "a" de l'article VI.

4° L'alinéa suivant est ajouté à l'article XII:

"Ventilateurs: Tout employeur doit installer aussitôt que possible, dans son garage un système de ventilation suffisamment perfectionné pour permettre l'évaporation à l'extérieur du gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans un garage est nuisible à la santé des salariés, spécialement pendant les mois d'hiver.

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MOIRISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle et Témiscamingue, rendue obligatoire par le décret numéro 749 du 27 mai 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 1039-D du 4 août 1948, 514-C et 883-D des 12 mai et 11 août 1949 et 850-G du 19 juillet 1950, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juillet 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 749, soit modifié comme suit:

La cédule de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III est remplacée par la suivante:

	Taux horaires	
	Zones I	II
"Maître-plombier (services personnels)	\$2.50	\$2.10
Plombier, poseur d'appareils de chauffage à l'eau chaude ou à la vapeur:		
Compagnon senior	1.80	1.20
Compagnon junior:		
1er semestre	0.90	0.80
2ème semestre	1.15	0.90
Soudeur	1.25	1.05
Apprenti:		
1ère année	0.40	0.35
2ème année	0.50	0.45
3ème année	0.60	0.55
4ème année	0.75	0.70"

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

permit" are added after the words "with the Parity Committee" mentioned in subsection "a" of section VI.

4. The following paragraph is added to section XII:

"Ventilation. As soon as possible, every employer shall install in his garage a ventilating system capable of evacuating gas or other products which may, if found in too large a quantity, be detrimental to the health of the employees, especially during winter months."

(Document "D" annexed to the order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "E"

CONCERNING amendments of the decree relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac, Labelle and Temiscamingue, rendered obligatory by the decree No. 749 of May 27, 1948, as amended by Orders in Council Nos. 1039-D of August 4, 1948, 514-C and 883-D of May 12 and August 11, 1949, and 850-G of July 19, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14, 1951;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 749, be amended as follows:

The wage scale mentioned in subsection "a" of section III, is replaced by the following:

	Hourly rates	
	Zones I	II
"Master Plumber (personal services)	\$2.50	\$2.10
Plumber, steamfitter — hot water or steam:		
Senior journeyman	1.80	1.20
Junior journeyman:		
1st six months	0.90	0.80
2nd six months	1.15	0.90
Welder	1.25	1.05
Apprentice:		
1st year	0.40	0.35
2nd year	0.50	0.45
3rd year	0.60	0.55
4th year	0.75	0.70"

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

Québec, le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "F"

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation d'une modification au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947 amendé par les arrêtés nos 1233-A et 1634-B des 22 septembre et 2 décembre 1948, 1316-B du 24 novembre 1949, 146-A, 973-A des 1er février et 30 août 1950, 350-B, 382-D et 541-B des 4 avril, 12 avril et 30 mai 1951, relatif à l'industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 14 juillet 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1519, soit modifié comme suit:

L'alinéa suivant est ajouté au paragraphe "c" de l'article IV:

"D'accord avec les dispositions des alinéas précédents, tous les taux de salaire minima doivent être augmentés de cinq cents (\$0.05) à compter du 15 juillet 1951 (indice de mai 1951 à 182.0)"

(Document "F" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry in the Eastern Townships District.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment to the decree No. 1519 of September 18, 1947, as amended by Orders Nos. 1233-A and 1634-B of September 22 and December 2, 1948, 1316-B of November 24, 1949, 146-A, 973-A of February 1 and August 30, 1950, 350-B, 382-D and 541-B of April 4, April 12 and May 30, 1951, relating to the construction industry in the Eastern Townships District;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 14, 1951;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1519, be amended as follows:

The following paragraph is added to subsection "c" of section IV:

"In accordance with the provisions of the foregoing paragraphs, all minimum rates shall be increased by five cents (\$0.05) as from July 15, 1951 (Index for May 1951 at 182.0)"

(Document "F" annexed to the order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéros 926

Québec le 22 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "G"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie de la chaussure dans la province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements, relatifs à l'industrie de la chaussure dans la province, soit prolongé jusqu'au 1er décembre 1951.

(Document "G" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Quebec, August 22, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "G"

CONCERNING an extension of the decree relating to the shoe industry in the province.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the decree number 3003 of July 31, 1946, as amended, relating to the shoe industry in the province, be extended until December 1, 1951.

(Document "G" annexed to the Order)

A. MORISSET,

30829-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 926

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 926

Québec, le 22 août 1951.

Quebec, August 22, 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil. Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Section "H"

Part "H"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry in the county of Terrebonne.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire de la construction du comté de Terrebonne a présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 657 du 13 mai 1948 amendé par les arrêtés numéros 971-E du 30 juin 1948, 623-A et 1085-B des 15 juin et 28 septembre 1949, 225-B, 915-D et 973-A des 22 février, 9 et 30 août 1950 et 1177-B du 26 octobre 1950;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 7 juillet 1951;

ATTENDU que l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 657, soit modifié comme suit:

1° La échelle de salaires apparaissant à l'article III est remplacée par la suivante:

"Métiers:	Salaires horaires
Briqueur	\$1.37
Charpentier-menuisier	1.17
Chauffeur de bouilloires devant posséder un certificat de 4ème classe	0.85
Chauffeur de camion (construction)	0.80
Chauffeur (construction)	1.00
Conducteur, attelage simple ou double	0.80
Conducteur de béliet mécanique	1.10
Conducteur de niveleuse	1.10
Conducteur de rouleau compresseur (vapeur ou essence)	1.10
Conducteur de tracteur	1.00
Couvreur: amiante, ardoise, tuile	1.05
Couvreur (composition)	1.05
Décorateur	1.17
Électricien: compagnon	1.10
Faiseur de planchers	1.05
Ferblantier-couvreur	1.05
Finisseur de ciment	1.05
Finisseur de planchers (boutique ou chantier)	1.00
Finisseur de planchers (grattés à la main ou à la machine)	0.95
Finisseur de planchers en mastic	0.95
Foreur, Dynamiteur	1.05
Forgeron	1.05
Aide forgeron	0.85
Gardien, employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe (sans limite journalière de travail, maximum hebdomadaire 72 heures)	0.85
Gréeur	0.90
Journalier	0.90
Lettreur pour fins commerciales	1.10
Limeur de scie	1.17
Machiniste	0.90
Maçon (y compris tailleur sur chantier)	1.37
Manœuvre (aide plâtrier, briqueur, maçon)	0.85
Mécanicien	1.05
Mécanicien en isolement d'amiante	1.10
Mécanicien de machines fixes ou portatives	1.05

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Building Industry Joint Committee of Terrebonne County has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree No. 657 of May 13, 1948, as amended by Orders Nos. 971-E of June 30, 1948, 623-A and 1085-B of June 15 and September 28, 1949, 225-B, 915-D and 973-A of February 22, August 9 and 30, 1950 and 1177-B of October 26, 1950;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette of July 7, 1951;

WHEREAS the objection set forth has been considered in pursuance of the provisions of the Act;

BE IT ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 657, be amended as follows:

1. The wage scale contained in section III is replaced by the following:

"Trades:	Hourly rates
Bricklayer	\$1.37
Carpenter-joiner	1.17
Boiler fireman with 4th class certificate	0.85
Truck driver (construction)	0.80
Fireman (construction)	1.00
Horse driver, single or team	0.80
Bulldozer operator	1.10
Grader operator	1.10
Roller operator (steam or gasoline)	1.10
Tractor operator	1.00
Roofer: asbestos, slate, tile	1.05
Roofer (composition)	1.05
Decorator	1.17
Electrician: journeyman	1.10
Floor layer	1.05
Sheet metal worker — roofer	1.05
Cement finisher	1.05
Floor finisher (shop or field)	1.00
Floor finisher (machine or hand scraping)	0.95
Mastic floor finisher	0.95
Driller, blaster	1.05
Blacksmith	1.05
Blacksmith's helper	0.85
Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate (no daily limit of the duration of work, weekly maximum of 72 hours)	0.85
Rigger	0.90
Labourer	0.90
Commercial letterer	1.10
Saw setter	1.17
Machinist	0.90
Mason (including cutter on field)	1.37
Labourer (plasterer's, bricklayer's, mason's helper)	0.85
Mechanic	1.05
Asbestos insulation mechanic	1.10
Stationary or portable engineman	1.05

Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareils de chauffage:

Compagnon	1.22
Compagnon junior	1.12
Ouvrier tôlier (boutique ou chantier)	1.05
Peintre	1.12
Pilonneur, lisseur et épandeur d'asphalte	0.80
Plâtrier	1.25
Porteur d'eau	0.70
Porteur d'oiseau	0.90
Poseur d'armature métallique en béton	0.90
Poseur de gicleurs	1.15
Poseur de lattes en bois (ten-test, gyproc ou autre)	1.05
Poseur de lattes métalliques	1.05
Poseur de liège isolateur	0.95
Poseur de marbre	1.27
Poseur de planchers en mastic	1.05
Poseur de terrazzo	1.16
Poseur de tuiles	1.26
Poseur de tuiles, asphalte	0.90
Poseur de Weatherstrips	1.05
Préposé aux ascenseurs et monte-charge	0.80
Préposé aux machines à polir le terrazzo à sec	1.05
Préposé aux machines à polir le terrazzo à l'eau	0.90
Préposé aux grues	1.10
Préposé aux compresseurs	0.95
Préposé aux malaxeurs à vapeur, à gazoline, à l'huile, à l'électricité	1.05
Préposé aux pelles à vapeurs, à gazoline, à l'huile, à l'électricité	1.05
Râtelier d'asphalte	0.80
Soudeur en tuyauterie (oxygène ou électricité)	1.00
Tapissier	1.17
Vaporisateur	1.17
Vitrier	1.12

Par semaine

Vérificateur du matériel et pointeur	36.00
Gardien sur chantier (nuit et jour) les heures de travail sont celles nécessitées par l'entreprise (maximum de 72 heures par semaine)	36.00
Les heures de travail en plus du maximum hebdomadaire doivent être rémunérées à raison de \$0.75 l'heure."	

2° Le paragraphe "d" suivant est ajouté à l'article IV:

"d) Cependant, pour le village de Shawbridge et cette partie de la juridiction territoriale située au sud dudit village, la durée du travail est de 9 heures par jour réparties entre 7.00 heures a.m. et 6.00 heures p.m., du lundi au vendredi inclusivement, formant un maximum de 45 heures par semaine. Il n'y a pas de travail le samedi."

3° Les dispositions suivantes sont ajoutées au paragraphe "g" de l'article XI:

"Mécanicien en isolement d'amiante . . 3 ans."

(Document "H" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
30829-o Greffier du Conseil Exécutif.

Pipe mechanic, plumber, steamfitter:

Journeyman	1.22
Junior journeyman	1.12
Tinsmith (shop or field)	1.05
Painter	1.12
Asphalt ramming, smoothing and spreading	0.80
Plasterer	1.25
Water carrier	0.70
Hod carrier	0.90
Concrete steel reinforcement layer	0.90
Sprinkler fitter	1.15
Lather, wood (ten-test, gyproc, etc.)	1.05
Lather, metal	1.05
Cork insulation layer	0.95
Marble setter	1.27
Mastic floor layer	1.05
Terrazzo layer	1.16
Tile layer	1.26
Tile, asphalt layer	0.90
Weatherstrip layer	1.05
Elevator operator	0.80
Terrazzo polishing machine operator, dry	1.05
Terrazzo polishing machine operator, wet	0.90
Crane operator	1.10
Compressor operator	0.95
Steam, gasoline, oil or electric mixer operator	1.05
Steam, gasoline, oil or electric shovel operator	1.05
Asphalt raker	0.80
Pipe welder (acetylene or electric arc)	1.00
Paper hanger	1.17
Sprayman	1.17
Glazier	1.12

Per week

Material checker and timekeeper	36.00
Watchman, field (night and day). The hours of work shall be as required by employer maximum of 72 hours per week	36.00
The hours of work in excess of the weekly maximum shall be paid at the rate of \$0.75 per hour."	

2. The following subsection "d" is added to section IV:

"d) However, in the village of Shawbridge and that part of the territorial jurisdiction south of the said village, the duration of work shall be 9 hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Friday inclusive, making a maximum of 45 hours per week. There shall be no work on Saturday."

(Document "H" annexed to the order)
A. MORISSET,
30829-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 20 août 1951, les règlements de l' "Orfanatrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph", tels qu'adoptés à l'assemblée générale spéciale tenue le 15 novembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec.

Miscellaneous Notices

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws of the "Orfanatrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph", as adopted at the special general meeting held on the 15th of November 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 20th of August, 1951, and such, pursuant as to provisions of section 225A of the Quebec Companies Act.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 21 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30803-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 24 août 1951, le règlement numéro 3 du "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée générale spéciale de 17 août 1951, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225A de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le 27 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30818-o JEAN BRUCHÉSI.

ACER, McLERNON INCORPORATED

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Acer, McLernon Incorporated" tenue à Montréal, jeudi le 5 avril 1951.

Règlement No XV

Un règlement pour diminuer le nombre des directeurs

- 1° Le nombre des directeurs de la compagnie est, par les présentes, diminué de cinq à quatre.
- 2° L'article I du règlement No III passé par le bureau de direction en date du 14 décembre 1950, fixant le nombre des directeurs à cinq, est, par les présentes, révoqué et rescindé.

Certifié extrait conforme.

Montréal, 30 avril 1951.

ACER, McLERNON INCORPORATED

Le Secrétaire-trésorier,

R. R. McLERNON.

30821

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Chantier Coop. de l'U.C.C. de L'Anse St-Jean", en date du 27 décembre 1950, dont le siège social est situé à l'Anse Saint-Jean, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province,
le 17 août 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30836-o JEAN BRUCHÉSI.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
August 21, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30803 Under Secretary of the Province.

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General by-law No 3 of "Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc.", as adopted at the special general meeting held on the 17th of August, 1951, was approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 24th of August, 1951, and such, pursuant to the provisions of section 225A of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary,
the 27th of August, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

ACER, McLERNON INCORPORATED

Extract from Minutes of Meeting of Directors of Acer, McLernon Incorporated, held at Montreal, on Thursday, April 5th, 1951.

By-Law No. XV

A by law to reduce the number of directors.

1. The number of Directors of the Company is hereby reduced from five to four.
2. Article I of By-Law No. III passed by the Board of Directors the 14th day of December 1950, setting the number of Directors at five is hereby repealed and rescinded.

Certified a True Extract,

Montreal, April 30th, 1951.

ACER, McLERNON INCORPORATED

R. R. McLERNON,

Secretary-Treasurer.

30821-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Chantier Coop. de l'U.C.C. de L'Anse St-Jean" under date the 27th day of December, 1950, whereof the head office is at l'Anse Saint-Jean, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary,
this 17th day of August, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30836 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 17 octobre 1951 et présentés avant le 28 novembre 1951, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 17 novembre 1951, et reçues avant le 22 novembre 1951, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 décembre 1951.

Québec, le 16 août 1951.

Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

30719-33-12-o

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 17th October, 1951 and introduced before the 28th November, 1951, petitions for the introduction of private bills must be presented before the 17th November, 1951, and received before the 22nd November, 1951, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th December, 1951.

Quebec, August 16, 1951.

ANTOINE LEMIEUX,
30719-33-12-o Clerk.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

AVIS LÉGAL

LEGAL NOTICE

AVIS D'ABANDON DE CHARTE

NOTICE OF SURRENDER OF CHARTER

La compagnie "Médéric Charbonneau Limitée Inc.", incorporée suivant la première partie de la loi des compagnies de Québec, le 12 avril 1944, donne avis qu'elle demandera à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec, l'autorisation d'abandonner sa charte, et demandera qu'une date soit fixée pour la cessation des affaires de la compagnie.

Montréal, le 22 août 1951.

Le Procureur de la requérante,
30805-0 RONALD HALPIN.

The company "Médéric Charbonneau Limited Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, under date of April 12, 1944, gives notice that it will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, and to request that a date be fixed for the discontinuation of the company's business.

Montreal, August 22, 1951.

30805 RONALD HALPIN,
Attorney for the Petitioner.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné que les RR. SS. Hospitalières de l'Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval, présenteront à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé par laquelle elles demanderont à la Législature de Québec de passer un bill ou loi, constituant en corporation distincte et autonome, l'"Hôtel-Dieu d'Alma", avec, siège social dans la ville de St-Joseph d'Alma, et tous les droits, privilèges inhérents, nécessaires ou utiles à une telle corporation et Hôpital.

Roberval, ce 16 août 1951.

Le Procureur des requérantes,
30764-34-4-0 W. H. GIRARD.

Notice is hereby given that "Les RR. SS. Hospitalières de l'Hôtel-Dieu St-Michel de Roberval" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, by a petition introducing a private bill whereby they will request from the Legislature of Quebec the passing of a Bill or Act, incorporating into a distinct and autonomous corporation "Hôtel-Dieu d'Alma", with head office in the town of St-Joseph d'Alma, with all the rights, privileges, attaching to, or necessary or useful for such a corporation and hospital.

Roberval, August 16, 1951.

30764-34-4 W. H. GIRARD,
Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné, que les exécuteurs testamentaires des dernières volontés de feu Arthur Yale, à savoir: Dame Claire Yale, des cité et district de Montréal, et Me Marc Vermette, N.P., du village de Saint-Janvier, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de Québec, par bill privé, à sa prochaine session, pour obtenir la modification de certaines clauses du testament de feu Arthur Yale, et l'autorisation de vendre le résidu des biens immobiliers faisant partie de la succession.

Montréal, le 24 août 1951.

Les Procureurs des requérants,
30810-35-4-0 CAMIRAND, DUFORT & BERGERON.

Notice is hereby given that the testamentary Executors of the last will and testament of the late Arthur Yale, to wit: Dame Claire Yale, of the city and district of Montreal, and Mr. Marc Vermette, N.P., of the village of St. Janvier, Terrebonne County, will apply to the Quebec Legislature, by private bill, at its next Session, to obtain the modification of certain clauses of the testament of the late Arthur Yale and the authorization to sell the residue of the immovables of the said Estate.

Montreal, August 24, 1951.

30810-35-4-0 CAMIRAND, DUFORT & BERGERON,
Attorneys for Petitioners.

AVIS

NOTICE

Avis est par les présentes donné que Dame Immaculata Laferrière, de la cité de Montréal, veuve de Eugène Farley, de son vivant du même lieu, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi aux fins d'obtenir l'autorisation de vendre certaines propriétés immobilières délaissées par M. Eugène Farley et faire le partage du produit de cette vente aux enfants issus du mariage.

Montréal, le 28 août 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,
30832-35-4-0 PHILIPPE DANDURAND.

Notice is hereby given that Dame Immaculata Laferrière, of the city of Montreal, widow of Eugène Farley, in his lifetime of the same place, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of securing authorization to sell certain immovable properties, left by M. Eugène Farley and to divide the product of such sale among the children born of the said marriage.

Montreal, August 28, 1951.

30832-35-4 PHILIPPE DANDURAND,
Attorney for the Petitioner.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-GERMAIN
DE RIMOUSKI,
DANS LE COMTÉ DE RIMOUSKI

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de St-Germain de Rimouski, dans le comté de Rimouski, demanderont à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, d'adopter une loi aux fins d'imposer une taxe de vente de 1%, conformément à la loi dans les limites de son territoire.

Rimouski, ce 28ième jour du mois d'août 1951.

Les Procureurs des Petitionnaires,
30831-35-4-o SIMARD & CHASSÉ,

THE SCHOOL COMMISSIONERS
FOR THE MUNICIPALITY OF ST-GERMAIN
DE RIMOUSKI,
IN THE COUNTY OF RIMOUSKI

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the School Commissioners for the School Municipality of St-Germain de Rimouski, in the county of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act for the purpose of levying a sale-tax of 1%, according to Law, within the limits of its territories.

Rimouski, this twenty-eighth day of the month of August, 1951.

SIMARD & CHASSÉ,
30831-35-4 Attorneys for the Petitioners.

Département des Affaires municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution du 6 août 1951, du conseil de Hocquart Canton, comté de Rivière-du-Loup, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 28 août 1951, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de ladite corporation, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en conformité de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 28 août 1951.

BONA DUSSAULT,
30837-o Ministre des Affaires municipales.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution of August 6, 1951, by the Council of "Hocquart Canton", county of Rivière-du-Loup, and in conformity with the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted, under date of August 28, 1951, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the said corporation, save those required in the *Quebec Official Gazette*, be made, in future, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section X).

Quebec, August 28, 1951.

BONA DUSSAULT,
30837 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est par les présentes, donné que le ministre de l'Agriculture autorise la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gaspé-Nord, sous le nom de "Cercle Agricole de la paroisse de St-François-Xavier de Grande-Vallée", conformément à la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118).

Québec, ce 21 août 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
30808-o R. TRÉPANIÉ.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the formation of a Farmers' Club, in the county of Gaspé-North, under the name of "Cercle Agricole de la paroisse de St-François-Xavier de Grande-Vallée", in conformity with the Farmers' Club Act (R.S.Q. 1941, chapter 118).

Quebec August 21, 1951.

R. TRÉPANIÉ,
30808 Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-VII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 22 août 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-VII

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Meeting of Wednesday, August 22nd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C.A. Gamache, K.

aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

Attendu que le paragraphe 3 de l'article 13 de la Loi des produits laitiers donne à la Commission de l'Industrie laitière, entre autres pouvoirs, celui de réglementer dans la province le mode d'achat, l'achat et le transport du lait.

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

1° La présente ordonnance ne s'applique qu'aux personnes qui exploitent une ou des usines de pasteurisation pour le commerce du lait à l'état nature dans les limites de la zone du Bas St-Laurent.

2° La zone du Bas St-Laurent comprend les régions de Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Rimouski, Mont-Joli, Matane et Matapédia.

3° Dans la présente ordonnance, le mot "quota" signifie la quantité de livres de lait provenant du troupeau d'un producteur fournisseur et expédiées à son usine de pasteurisation, du 1er décembre de l'année précédente au 1er mars suivant, ladite quantité divisée par le nombre de jours compris dans cette période, soit 90 jours.

4° Nul marchand de lait ou fabrique ne peut refuser de recevoir de ses fournisseurs-producteurs de lait que ceux-ci lui ont expédié ou consigné, et cela, durant les 12 mois suivant la date de l'application des quotas, à moins que ce marchand de lait ou fabrique ne les ait avisés de n'en pas expédier pour une période déterminée. Cette période ne doit pas dépasser trois jours et un avis spécial est de rigueur pour chaque période de non-réception.

5° Cet avis doit être par écrit et expédié par la poste, de façon à ce que les fournisseurs-producteurs le reçoivent au moins quarante-huit heures avant le jour fixé par le marchand de lait ou fabrique pour la non-réception du lait.

6° Il sera toutefois loisible à ce marchand de lait ou fabrique de confier cet avis aux camionneurs, mais dans ce cas ce marchand de lait ou fabrique sera responsable de la négligence de ses camionneurs de remettre auxdits fournisseurs-producteurs ledit avis dans le délai requis.

7° Lorsqu'il craint un surplus de lait et qu'il donne à ses fournisseurs-producteurs l'avis de non-réception mentionné ci-dessus, le marchand de lait ou fabrique devra répartir ledit surplus proportionnellement au quota de chaque producteur-fournisseur tel qu'établi à l'article 3 ci-dessus.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Signé: MM. OMER E. MILOT, président,
JOS. HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

30813-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-VIII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 22 août 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président, Jos. Hébert, Adrien Angers, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r., aviseur légal, et Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers.

C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Whereas paragraph 3, article 13 of the Dairy Products Act gives the Dairy Industry Commission, among other powers, that of regulating within the province the manner of purchasing, the purchase and the transportation of milk.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order applies only to persons operating one or more pasteurizing plants for the fluid milk trade within the limits of the zone of the Lower St-Lawrence.

2. The zone of the Lower St. Lawrence includes the regions of Rivière-du-Loup, Trois-Pistoles, Rimouski, Mont-Joli, Matane and Matapédia.

3. In the present Order the word "quota" means the number of pounds of milk from the herd of a producer-supplier shipped to his pasteurizing plant from the 1st of December of the previous year to the 1st of March of the next year, the said quantity being divided by the number of days covered by this period, that is, 90 days.

4. No milk dealer or factory may refuse to accept the milk his producers-suppliers have sent him or left him, unless this milk dealer or factory has given them notice not to deliver his milk for a determined period. The said period must not exceed three days and a special notice must be given for each period of non-reception.

5. This notice must be in writing and sent through the mail, in due time for the producers-suppliers to receive it at least forty-eight hours before the day fixed by the milk dealer or factory for the non-reception of the milk.

6. The milk dealer or factory may, however, instruct this notice to his haulers, but in such a case said dealer or factory will be held responsible for the hauler's neglect to deliver to the producers-suppliers said notice within the fixed delay.

7. When he expects a surplus of milk and he gives to his producers-suppliers the non-reception notice mentioned above, the milk dealer shall divide the said surplus proportionally to the quota of each producer-supplier as established by article 3 of the present Order.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

30813-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-VIII

Except from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, August 22nd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Québec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Attendu que le paragraphe 3 de l'article 13 de la Loi des produits laitiers donne à la Commission de l'Industrie laitière, entre autres pouvoirs, celui de réglementer dans la province le mode d'achat, l'achat et le transport du lait.

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

1° La présente ordonnance ne s'applique qu'aux personnes qui exploitent une ou des usines de pasteurisation pour le commerce du lait à l'état nature dans les limites de la région de Drummondville, telle que délimitée par l'ordonnance N° 11-50.

2° Dans la présente ordonnance, le mot "quota" signifie la quantité de bidons de huit gallons chacun expédiés par un fournisseur-producteur à son usine de pasteurisation, du 1er novembre de l'année précédente au 15 mars suivant inclusivement, ladite quantité divisée par le nombre de jours compris dans cette période, soit 135 jours.

3° Nul marchand de lait ou fabrique ne peut refuser de recevoir de ses fournisseurs-producteurs le lait que ceux-ci ont expédié ou consigné, à moins que ce marchand de lait ou fabrique ne les ait avisé de n'en pas expédier pour une période déterminée. Cette période ne doit pas dépasser trois jours et un avis spécial est de rigueur pour chaque période de non-réception.

4° Cet avis doit être par écrit et expédié par la poste, de façon à ce que les fournisseurs-producteurs le reçoivent au moins quarante-huit heures avant le jour fixé par le marchand de lait ou fabrique pour le non-réception du lait.

5° Il sera toutefois loisible à ce marchand de lait ou fabrique de confier cet avis aux camionneurs, mais dans ce cas ce marchand de lait ou fabrique sera responsable de la négligence de ses camionneurs de remettre auxdits fournisseurs-producteurs ledit avis dans le délai requis.

6° Lorsqu'il craint un surplus de lait et qu'il donne à ses fournisseurs-producteurs l'avis de non-réception mentionné ci-dessus, le marchand de lait ou fabrique devra répartir ledit surplus proportionnellement au quota de chaque producteur-fournisseur, tel qu'établi à l'article 2 ci-dessus.

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Signé: MM. OMER MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
Le Secrétaire, Commission,
de l'Industrie Laitière.

30813-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 51-Sp-IX

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie laitière de la province
de Québec.

Séance du mercredi, 22 août 1951, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie laitière
à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président,
Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires,
Alphonse Savoie, secrétaire, C. A. Gamache, c.r.,
aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur
général des produits laitiers.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 44-Sp-I telle que modifiée

Whereas paragraph 3, article 13 of the Dairy Products Act gives the Dairy Industry Commission, among other powers, that of regulating within the province the manner of purchasing, the purchase and the transportation of milk.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present Order applies only to persons operating one or more pasteurizing plants for the fluid milk trade within the region of Drummondville as defined in Order No 11-50.

2. In the present Order, the word "quota" means the number of eight gallon cans shipped by a producer-supplier to his pasteurizing plant from November 1st of the previous year to March 15th of the next year inclusively, the said quantity being divided by the number of days covered by this period, that is 135 days.

3. No milk dealer or factory may refuse to accept the milk his producers-suppliers have sent him or left him, unless the milk dealer or factory has given them notice not to deliver him milk for a determined period. The said period must not exceed three days and a special notice must be given for each period of non-reception.

4. This notice must be in writing and sent through the mail, in due time for the producers-suppliers to receive it at least forty-eight hours before the day fixed by the milk dealer or factory for the non-reception of the milk.

5. The milk dealer or factory may, however, intrust this notice to his haulers, but in such a case said dealer or factory will be held responsible for the hauler's neglect to deliver to the producers-suppliers said notice within the fixed delay.

6. When he expects a surplus of milk and he gives to his producers-suppliers the non-reception notice mentioned above, the milk dealer shall divide the said surplus proportionally to the quota of each producer-supplier as established by article 2 of the present Order.

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
The Secretary, Dairy Industry
Commission.

30813-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-IX

Excerpt from the proceedings of the meetings of
the Dairy Industry Commission of the Province
of Québec.

Meeting of Wednesday, August 22nd, held in
the office of the Dairy Industry Commission, in
Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President,
Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners,
Alphonse Savoie, Secretary, C. A. Gamache, K.C.
Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector
General of Dairy Products.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No 44-Sp-I as amended by 44-Sp-IA

par 44-Sp-IA est de nouveau modifiée en remplaçant l'article 1 par le suivant:

"1. La présente ordonnance ne s'applique qu'aux personnes qui exploitent une ou des usines de pasteurisation pour le commerce du lait à l'état nature dans la province, sauf dans les régions de Montréal, Drummondville et dans les régions du Bas St-Laurent.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 44-Sp-IA publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 26 novembre 1949 et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.

Le Secrétaire, Commission
30813-o de l'Industrie Laitière.

is again amended by replacing article I by the following:

"1. The present Order applies to persons operating one or more pasteurizing plants for the fluid milk trade in the Province outside the region of Montreal, Drummondville and the regions of Lower St-Lawrence.

The present Order cancels Order No 44-Sp-IA published in the *Quebec Official Gazette* of November 26th, 1949 and shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.

The Secretary, Dairy Industry
30813-o Commission.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 51-Sp-X

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mercredi, 22 août 1951, tenu au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, c.r., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de l'Abitibi.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance N° 1-S-41, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 15 mars 1941 est amendée en remplaçant l'article 1 par le suivant:

"1 La présente ordonnance s'applique à la région de Montréal, telle que délimitée à l'article 2° de l'ordonnance N° 1-50B, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 23 juin 1951, et à la région de l'Abitibi, telle que délimitée à l'article 2° de l'ordonnance N° 44-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950."

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: OMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
30813-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 51-Sp-X

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, August 22nd, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Abitibi.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 1-S-41, published in the *Quebec Official Gazette* of March 15th, 1941, is amended by replacing Article 1, by the following:

"1. The present Order applies to the region of Montreal, as given in Article 2. of Order No. 1-50B, published in the *Quebec Official Gazette* of June 23rd, 1951, and to region of Abitibi, as given by Article 2. of Order No. 44-50, published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950."

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
30813-o

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marguerite (canton Wexford) Division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots Nos 14-1 à 14-17, 14-19 à 14-33, 14-36, 14-38 à 14-55, 14-57 à 14-74, 14-76 à 14-82, 14-84 à 14-86, 14-91 à 14-123, 14-125 à 14-160, 14-162 à 14-197, 14-199 à 14-206, 14-208 à 14-231, 14-233, 14-234, 14-236, 14-266 à 14-292, 14-295 à 14-297, 14-299 à 14-303, 14-310 à 14-321, 14-328 à 14-334, 14-337

Department of Lands and Forests

NOTICE

Officiel cadastre of the Parish of Ste Marguerite (Township of Wexford) Registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots Nos 14-1 to 14-17, 14-19 to 14-33, 14-36, 14-38 to 14-55, 14-57 to 14-74, 14-76 to 14-82, 14-84 to 14-86, 14-91 to 14-123, 14-125 to 14-160, 14-162 to 14-197, 14-199 to 14-206, 14-208 to 14-231, 14-233, 14-234, 14-236, 14-266 to 14-292, 14-295 to 14-297, 14-299 to 14-303, 14-310 to 14-321,

à 14-351, 14-353 à 14-362, 14-364 à 14-369, 14-371, 14-373 à 14-389, 14-391 à 14-407, 14-414 à 14-421, 14-423, 14-424, 14-428, 14-430 à 14-432, 14-439 à 14-450, 14-453 à 14-458, 14-460, 14-463 à 14-473, 14-476 à 14-491, 14-493 à 14-498, 14-500, 14-501, 14-505, à 14-510, 14-512 à 14-529, 14-533 à 14-547, 14-549 à 14-584, 14-586 à 14-598, 14-600 à 14-608, 14-616 à 14-619, 14-625 à 14-628, 14-631 à 14-641, 14-644 à 14-660, 14-662 à 14-670, 14-672 à 14-676, 14-678 à 14-679, 14-681 à 14-695, 14-697, 14-700 à 14-715; 15-1, 15-3 à 15-36, 15-38 à 15-52, 15-55 à 15-70, 15-73, 15-75 à 15-110, 15-112 à 15-147, 15-149 à 15-155, 15-157 à 15-165, 15-167, 15-169 à 15-171, 15-174, 15-186 à 15-193, 15-202 à 15-210, 15-212 à 15-247, 15-249 à 15-284, 15-286, 15-289 à 15-302, 15-304 à 15-321, 15-323, 15-331, 15-332, 15-334 à 15-340, 15-343, 15-344, 15-350 à 15-369, 15-371 à 15-381, 15-383, 15-418 à 15-420, 15-432, 15-438 à 15-455, 15-457 à 15-469, 15-474 à 15-483, 15-485 à 15-492, 15-494 à 15-499, 15-503 à 15-508, 15-521 à 15-551, 15-554 à 15-583, 15-585 à 15-589, 15-591 à 15-599, 15-601 à 15-612, 15-614 à 15-626, 15-628 à 15-663, 15-665 à 15-681, 15-684 à 15-688, 15-695, 15-697, 15-698, 15-700, 15-702, 15-705, 15-707, 15-708 et partie des lots 14-429, 14-438, 14-492, 14-504 et 14-671 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

14-328 to 14-334, 14-337 to 14-351, 14-353 to 14-362, 14-364 to 14-369, 14-371, 14-373 to 14-389, 14-391 to 14-407, 14-414 to 14-421, 14-423, 14-424, 14-428, 14-430 to 14-432, 14-439 to 14-450, 14-453 to 14-458, 14-460, 14-463 to 14-473, 14-476 to 14-491, 14-493 to 14-498, 14-500, 14-501, 14-505, to 14-510, 14-512 to 14-529, 14-533 to 14-547, 14-549 to 14-584, 14-586 to 14-598, 14-600 to 14-608, 14-616 to 14-619, 14-625 to 14-628, 14-631 to 14-641, 14-644 to 14-660, 14-662 to 14-670, 14-672 to 14-676, 14-678, 14-679, 14-681 to 14-695, 14-697, 14-700 to 14-715; 15-1, 15-3, to 15-36, 15-38 to 15-52, 15-55 to 15-70, 15-73, 15-75 to 15-110, 15-112 to 15-147, 15-149 to 15-155, 15-157 to 15-165, 15-167, 15-169 to 15-171, 15-174, 15-186 to 15-193, 15-202 to 15-210, 15-212 to 15-247, 15-249 to 15-284, 15-286, 15-289 to 15-302, 15-304 to 15-321, 15-323, 15-331, 15-332, 15-334 to 15-340, 15-343, 15-344, 15-350 to 15-369, 15-371 to 15-381, 15-383, 15-418 to 15-420, 15-432, 15-438 to 15-455, 15-457 to 15-469, 15-474 to 15-483, 15-485 to 15-492, 15-494 to 15-499, 15-503 to 15-508, 15-521 to 15-551, 15-554 to 15-583, 15-585 to 15-589, 15-591 to 15-599, 15-601 to 15-612, 15-614 to 15-626, 15-628 to 15-663, 15-665 to 15-681, 15-684 to 15-688, 15-695, 15-697, 15-698, 15-700, 15-702, 15-705, 15-707, 15-708 and part of lots Nos 14-429, 14-438, 14-492, 14-504 and 14-671, are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 22 août 1951.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

30817-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Belœil.
division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 8-1 à 8-15, 8-4-1, 8-16, 8-19, 8-20, 8-21, 8-23 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1951.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

30817-o

Quebec, August, the 22nd, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

30817-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St. Mathieu de Belœil.
registration division of Verchères.

Notice is hereby given that lots 8-1 to 8-15, 8-4-1, 8-16, 8-19, 8-20, 8-21, 8-23 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August 9, 1951.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

30817-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la fabrication et au commerce de gros des produits de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347 du 27 juin 1944, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

SECTION I

1° Le paragraphe "m-4" suivant sera ajouté à l'article I:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food product manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Lévis and the territory comprised in a radius of fifty (50) miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 2347 of June 27, 1944, have submitted to him a request to amend the said decree, as amended, as follows:

PART I

1. The following subsection m-4 will be added to section I:

"m-4) Le terme "conducteur de véhicules automobiles" désigne le salarié conduisant pour le compte d'un employeur assujéti, l'un quelconque des véhicules considérés comme véhicules automobiles au sens de la Loi des Véhicules Automobiles (S.R.Q., 1941 Ch. 142, art. 2)"

2° Le paragraphe "q-1" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"q-1) Le terme "surnuméraire dans les manufactures de produits alimentaires" désigne tout homme général, au sens de la présente convention, au service des dits établissements, qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail ou est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure pendant la période du premier juin au premier octobre."

3° Le paragraphe "q-2" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"q-2) Le terme "surnuméraire d'entrepôt" désigne tout homme général, au sens de la présente convention, dont les services sont utilisés dans les entrepôts des établissements assujétis qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement à l'heure."

4° Le paragraphe "j-4" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"j-4) Le terme "classificateur d'œufs" désigne tout salarié qui fait la classification des œufs en différentes catégories."

5° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe "l" de l'article I:

"En aucun temps, le nombre d'employés compris dans cette catégorie de salariés et au service des établissements assujétis ne pourra dépasser 10% du nombre total des salariés des diverses catégories du même établissement autres que les salariés du bureau et les voyageurs de commerce."

6° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du paragraphe "s-2" de l'article I:

"Le nombre des salariés de bureau compris dans cette catégorie de salariés ne pourra, dans un établissement assujéti, comprendre plus d'un messenger, si les salariés de bureau du dit établissement comprennent moins de dix employés, et plus de deux messagers, si les salariés de bureau comprennent dix salariés et plus."

7° Le paragraphe "t-2" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"t-2) Le terme "Sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et en dactylographie."

8° Le paragraphe "v" de l'article I sera abrogé:

9° Le chiffre "2" apparaissant à la fin du premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V sera radié.

10° Le sous-paragraphe "2" du paragraphe "a" de l'article V sera abrogé:

11° L'alinéa suivant sera ajouté à la fin du sous-paragraphe "8" du paragraphe "a" de l'article V:

"Si les opérations des dits établissements exigent du travail supplémentaire de la part des salariés au service de tels établissements, la préférence, pour l'exécution de tels travaux supplémentaires, devra être d'abord et exclusivement offerte aux salariés réguliers, et ce n'est qu'en cas soit de refus de la part des dits salariés ou d'impossibilité de travailler, ou d'insuffisance de personnel disponible parmi eux, lorsque leurs services auront été requis par leurs employeurs, que les services des salariés surnuméraires pourront être requis et utilisés pour l'exécution de dits travaux supplémentaires requis dans les dits établissements de fabrication de produits alimentaires."

"m-4) The words "automobile driver" mean an employee who drives, for an employer hereby governed, a vehicle considered as a motor vehicle under the Motor Vehicle Act (R.S.Q. 1941, Ch. 142, sec. 2)."

2. Subsection q-1 of section I will be replaced by the following:

"q-1) The words "occasional hand in food products factories" mean any general hand, as defined herein, employed by the said establishments and who does not work the regular or standard week or who is hired temporarily or occasionally, on an hourly basis, during the period from June 1 to October 1."

3. Subsection q-2 of section I will be replaced by the following:

"q-2) The words "warehouse occasional hand" mean any general hand, as defined herein, whose services are required in the warehouses of the establishments hereby governed and who does not work the regular or standard week and who is hired temporarily or occasionally, on an hourly basis."

4. Subsection j-4 of section I will be replaced by the following:

"j-4) The words "egg grader" mean any person who classifies eggs into various categories."

5. The following paragraph will be added to subsection 1 of section I:

"In no time shall the number of employees comprised in this category of employees and in the service of establishments hereby governed exceed 10% of the total number of employees of the various categories of a same establishment other than office employees and travelling salesmen."

6. The following paragraph will be added at the end of subsection "s-2" of section I:

"The number of office employees in this category shall not, in an establishment hereby governed, include more than one messenger when less than ten employees work in the office of the said establishment, or more than two messengers when there are ten or more office employees."

7. Subsection t-2 of section I will be replaced by the following:

"t-2) The word "stenographer" means an employee competent in shorthand and typewriting."

8. Subsection "v" of section I will be deleted.

9. Figure "2" mentioned at the end of the first paragraph of subsection "a" of section V will be deleted.

10. Paragraph "2" of subsection "a" of section V will be deleted.

11. The following paragraph will be added at the end of paragraph 8 of subsection "a" of section V:

"When overtime has to be worked in the said establishments by the employees thereof, preference shall first and exclusively be given to the regular employees, and occasional hands shall only be employed for such overtime when the regular employees have refused or where unable to work overtime or in the case of shortage of regular employees after their services were required by the employer."

12° Le paragraphe "b" de l'article V sera remplacé par le suivant:

"b) Cependant, dans le cas des charretiers aide-livreurs, conducteurs de camions, aide-camionneurs, une prolongation de travail d'une demi-heure ou moins à la fin d'une journée de travail n'est pas considérée comme travail supplémentaire, à condition toutefois que le total des prolongations de travail effectuées par l'un quelconque des dits salariés, au cours d'une même semaine, n'excède pas une heure pour la dite semaine, une prolongation même légitimée excédant une demi-heure par jour, ou des prolongations se totalisant à plus d'une heure par semaine seront considérées comme travail supplémentaire et rémunérées comme telles pour le temps supplémentaire ainsi fait. Dans ce dernier cas, cependant, seul l'excédent d'une heure sera ainsi rémunéré."

13° Au premier alinéa de l'article VII les mots "sauf au cas de renvoi pour cause" seront radiés.

14° L'alinéa suivant devienra le 4ème alinéa de l'article VII:

"Au cas de départ du dit salarié avant la prise de ses vacances payées, le salarié aura droit d'exiger de son employeur, une indemnité en argent correspondant à une journée de vacances payées par mois de service accumulé chez le dit employeur ou dans le même établissement, et pour lequel des vacances payées n'ont pas été octroyées."

15° L'item "11" de l'échelle de salaires apparaissant à l'article VIII sera remplacé par le suivant:

11. a) *Classificateur d'œufs*:

Salarié du sexe masculin, ou salarié du sexe féminin manipulant ou transportant à la fois des marchandises pesant plus de 35 livres:

	ZONES		
	I	II	III
1ère année	\$28.00	\$25.00	\$23.80
2ième année.	30.00	27.00	25.50
3ième à 5e année. ...	32.00	28.80	27.20
5e année et plus.	36.00	32.40	30.60"

"b) *Classificateur d'œufs*:

Salarié du sexe féminin ne manipulant ou ne transportant à la fois aucune marchandise pesant plus de 35 livres:

1ère année	\$20.00	\$18.00	\$17.00
2ième année.	22.00	19.80	18.70
3e et 4e année.	25.00	22.50	21.25
5e année et plus.	28.00	25.20	23.80"

16° L'item "14" de ladite échelle sera modifié en y ajoutant les mots "et autres véhicules-automobiles":

17° L'item "15" de ladite échelle sera modifié en y ajoutant les mots "et autres véhicules-automobiles."

18° L'item "25" de ladite échelle sera modifié en y ajoutant les mots "ne manipulant aucune marchandise."

19° L'item "35" de ladite échelle sera modifié en remplaçant les taux actuels par les suivants:

"Durant la 1ère année.	\$19.00
Durant la 2ième année.	21.00
Durant et après 3ième année.	23.00

20° L'item "34" de ladite échelle sera modifié en remplaçant les taux actuels par les suivants:

"Durant la première année.	\$19.00
Une année et plus.	21.00"

21° L'article VIII sera modifié en ajoutant à la fin le paragraphe "j" suivant:

"j) Dans les divers établissements assujettis

12. Subsection "b" of section V will be replaced by the following:

"b) However, in the case of carters, delivery men's helpers, truck drivers, truck drivers' helpers, an extension of work of one half-hour after the day's work shall not be considered as overtime providing the total duration of such extensions for any employee in the course of a same week does not exceed one hour. An extension of more than half an hour, even if justified, as well as extensions totalling more than one hour per week shall be considered as overtime and remunerated accordingly for all overtime so worked. In the latter case, however, only the time exceeding one hour shall be paid the overtime rate."

13. In the first paragraph of section VII, the words "except in the event of justified dismissal" will be deleted.

14. The following paragraph will become the fourth paragraph of section VII:

"In the event of departure of an employee before his vacation with pay, he shall be entitled to an indemnity, in cash, equivalent to the remuneration for one day of vacation per month of service with his employer or in the same establishment for which no vacation with pay was granted.

15. Item "11" of the wage scale contained in section VIII will be replaced by the following:

"11. a) *Egg grader*: Male employee, or female employee handling goods weighing more than 35 pounds:

	ZONEX		
	I	II	III
1st year.	\$28.00	\$25.00	\$23.80
2nd year.	30.00	27.00	25.50
3rd to 5th year.	32.00	28.80	27.20
5th year and thereafter.	36.00	32.40	30.60"

"b) *Egg grader*: Female employee not handling any goods weighing more than 35 pounds:

1st year.	\$20.00	\$18.00	\$17.00
2nd year.	22.00	19.80	18.70
3rd and 4th year.	25.00	22.50	21.25
5th year and thereafter.	28.00	25.20	23.80"

16. Item "14" of the said scale will be amended by deleting the word "truck" and substituting therefor the words "motor vehicle".

17. Item "15" of the said scale will be amended by deleting the word "truck" and substituting therefor the words "motor vehicle".

18. Item "25" of the said scale will be amended by deleting the words "not handling heavy merchandise".

19. Item "35" of the said scale will be amended by deleting the actual rates and substituting the following therefor:

"During the 1st year.	\$19.00
During the 2nd year.	21.00
During and after 3rd year.	23.00"

20. Item "34" of the said scale will be amended by deleting the actual rates and substituting the following therefor:

"During the 1st year.	\$19.00
One year or more.	21.00"

21. Section VIII will be amended by adding the following subsection "j" thereto:

"j) In the various establishments hereby gov-

au décret, le nombre des hommes généraux âgés de moins de 19 ans, dont les services pourront être utilisés dans un même établissement ne pourra excéder, en moyenne, 15% du nombre total des hommes généraux de 19 ans et plus au service du même établissement, au moment de l'embauchage. Toutefois, sans égard au nombre d'hommes généraux de 19 ans et plus à son service, un employeur aura toujours droit d'embaucher et de maintenir en service un homme général de moins de 19 ans et ce, même si le calcul des proportions ne l'autorisait pas, en fait, à utiliser les services d'un homme général de cette catégorie."

SECTION 2

1° L'échelle des salaires minima contenue au paragraphe "a-1" de l'article IV sera remplacé par l'échelle suivante:

Dans la Zone I:	Par semaine
Premier semestre dans la ligne.....	\$24.00
Deuxième semestre de la première année.....	27.00
Pendant la deuxième année.....	30.00
Pendant la troisième année.....	34.00
Pendant et après la quatrième année.....	39.00

2° Le paragraphe "a-2" de l'article IV sera modifié en ajoutant les alinéas suivants:

"Toutefois dans l'établissement du calcul de l'indemnité de vie chère payable aux dits salariés, aux termes et en opération de la dite clause d'échelle mobile de salaires précitée, la dite indemnité ne sera ajoutée au salaire de base des salariés que pour toute variation à la hausse de l'indice du coût de la vie supérieure au chiffre de 166 points, d'après l'indice fédéral du coût de la vie. Sous cette réserve, la dite indemnité sera calculée et ajustée suivant la base d'estimation et d'après la procédure prévue en la première partie du présent Décret."

"En cas de variation à la baisse de l'indice fédéral du coût de la vie, même si le dit indice descendait au-dessus de chiffre de base de 166 points, le taux de base minimum hebdomadaire de salaire des salariés n'en sera aucunement affecté. Sous cette réserve, l'indemnité de vie chère sera calculée et ajustée, en cas de telle variation à la baisse, suivant la base d'estimation et d'après la procédure prévue en la première partie du présent Décret."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er septembre 1951. 30830-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 579 du 7 juin 1951 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

La section "C" dudit décret, comportant l'article XXIII qui prévoit des dispositions particulières concernant les poseurs de marbre, de tuile et de terrazzo et les polisseurs de terrazzo à sec ou humide, sera modifiée comme suit:

erned, the number of general hands under 19 years of age whose services may be required in a same establishment shall not exceed, on an average, 15% of the total number of general hands of 19 or over in the service of the same establishment at the time of employment. However, irrespective of the number of general hands of 19 or over in his service, an employer may always have a general hand under 19 years of age even if the proportion, as above established, does not authorize him to hire a general hand of that category."

PART 2

1. The minimum wage scale contained in subsection "a-1" of section IV will be replaced by the following scale:

"In zone I:	Per week
First six months in the line.....	\$24.00
Second six months of the first year....	27.00
During the second year.....	30.00
During the third year.....	34.00
During and after the fourth year.....	39.00

2. Subsection "a-2" of section IV will be amended by adding thereto the following paragraphs:

"However, in computing the cost of living bonus payable to the said employees, in pursuance of the above variable wage scale clause, the said bonus shall only be added to the basic wages of the employees in the case of an upward variation of the cost of living index above the 166-point mark, as per the Federal cost of living index. Then, the said bonus shall be computed and adjusted according to the computing basis and to the procedure established in the first part of the present decree."

In the event of a downward variation of the Federal cost of living index, even if the index came under the 166-point mark, the basic minimum weekly wage rate of the employees shall not be affected. In such a case, the said bonus shall be computed and adjusted according to the computing basis and to the procedure established in the first part of the present decree."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, September, 1951. 30830-o

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure set forth in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 579 of June 7, 1951, as amended, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal:

Part "C" of the said decree, which contains section XXIII applying to marble, tile and terrazzo layers and terrazzo dry or wet polishers, will be amended as follows;

1° Le paragraphe "a" sera remplacé par le suivant:

"a) 1. Les polisseurs de terrazzo à sec et les polisseurs de terrazzo humide, lorsqu'ils travaillent comme journaliers, aides-poseurs, seront payés aux taux réguliers de salaire, tel que déterminé ci-dessus. Pour de courtes périodes, le polisseur à sec peut polir humide mais il restera considéré comme polisseur à sec.

2. Les ouvriers posant les imitations de tuile céramique dites: tuile de plastique, tuile de métal peint ou émaillé, tuile de vitre, tuile de ciment, vitrolite, etc., pour salles de bain, salles de toilettes privées ou publiques, salles de douches, piscines, salles d'opérations, cuisines, etc. devront être payés au taux désigné ci-dessus pour les poseurs de tuile.

3. Les ouvriers posant les imitations de terrazzo, tel que Gibraltar, etc., ainsi que les polisseurs travaillant sur lesdites imitations, devront être payés aux taux désignés ci-dessus pour les poseurs de terrazzo et pour les polisseurs de terrazzo."

2° Le paragraphe "c" sera remplacé par le suivant:

"c) Travail supplémentaire: Tout travail supplémentaire, i.e. celui qui est exécuté en supplément du nombre d'heures régulières de travail, doit être rémunéré à temps et demi. Tout travail exécuté entre 10.00 p.m. et 8.00 a.m. doit être payé à temps double.

Tout travail exécuté le Jour de l'An, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le Jour d'Actions de Grâce et les dimanches, doit être rémunéré aux taux de salaire double. Le jour de la Confédération et la Fête du Travail doivent être payés à temps simple si le salarié ne travaille pas; si le salarié travaille, il doit être payé à temps triple.

Travail exécuté en dehors des heures normales: Lorsqu'il est demandé à un salarié de travailler en dehors des heures de travail normales, il doit être rémunéré comme suit:

1. Lorsque le début du travail se fait avant midi, les conditions de travail demeurent les mêmes, soit 8 heures à temps simple et tout travail supplémentaire à temps et demi.

2. Lorsque le travail commence l'après-midi et quelle que soit l'heure du commencement du travail dans l'après-midi ou dans la soirée, le salarié doit être payé à temps double."

3° Au paragraphe "f", l'alinéa 4° sera radié.

4° Les dispositions suivantes seront ajoutées à la suite du paragraphe "g":

"Les taux actuellement payés aux apprentis, supérieurs aux taux prévus dans la présente section, ne seront pas diminués.

A partir du 15 octobre 1951, un boni de \$0.05 l'heure sera payé à tous les salariés mentionnés ci-dessus, à l'exception des apprentis de première année et ce, jusqu'à l'expiration du contrat, soit le 31 mars 1952 inclusivement."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Ministère du Travail,

Le Sous-ministre du Travail,

GÉRARD TREMBLAY.

Québec, le 1er septembre 1951.

30830-o

1o. Subsection "a" will be replaced by the following:

a) 1. The dry polisher as well as the wet polisher, when working as labourer or layer's helper, shall receive the regular wage rate as above determined. For whort periods, the operator of a dry polishing machine may work as operator of a water polishing machine but he shall still be considered as operator of a dry polishing machine.

2. Employees setting imitation of ceramic tile called plastic tile, painted metal tile or enamelled metal tile, glass tile, cement tile, vitrolite, etc. for bath rooms, public or private toilet rooms, shower rooms, swimming pools, surgeries, kitchens, etc. shall receive the rate above designated for tile layers.

3. Employees setting imitation of terrazzo, such as "Gibraltar", etc., as well as polishers working on said imitations, shall receive the rates designated above for terrazzo layers and terrazzo polishers."

2o Subsection "c" will be replaced by the following:

"c) Overtime: All work performed in addition to the regular day's work shall be paid at the rate of time and half. Work done between 10.00 p.m. and 8.00 a.m. shall be paid double time.

Work performed on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. Jean Baptiste Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Thanksgiving Day and Sunday shall be remunerated at the rate of double time. Dominion Day and Labour Day shall be paid straight time if the employee is not working; if the employee works, he receives triple rate of pay.

Operations carried outside regular working hours: Whenever an employee is requested to work outside regular working hours, he shall be paid as follows:

1o. If the works starts before noon, working conditions are the same, 8 hours at regular rate and all overtime at the rate of time and a half.

2o. If the work starts after twelve a.m. and at whatever hour it starts in the afternoon or the evening, the employees shall be paid at double rate."

3o. In subsection "f", paragraph 4o. will be deleted.

4o. The following provisions will be added to subsection "g":

"The rates actually paid to apprentices which are higher than the rates established in the present part shall not be reduced.

From October 15, 1951, a bonus of \$0.05 per hour shall be paid to all employees hereunder mentioned, with the exception of first year apprentices; such bonus to be paid until expiration of agreement, i.e. March 31, 1952, inclusive."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,

Québec, September 1, 1951.

30830-o

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal et un rayon de quinze (15) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 456 du 26 avril 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

L'article VII sera remplacé par le suivant:

"VII. Salaires: Les taux minima de salaires suivants s'appliquent aux catégories de salariés ci-après énumérées.

Classifications:	Taux horaires minima
a) Compagnons:	
Mécanicien en métal en feuille.....	\$1.52
Sous-contremaître.....	1.66
Chef d'équipe.....	1.59
Soudeur, classe "A".....	1.59
Soudeur, classe "B".....	1.46
Soudeur, classe "C".....	1.33
Soudeurs en série:	
Premier semestre.....	1.07
Deuxième semestre.....	1.13
Troisième semestre.....	1.20
Quatrième semestre.....	1.25
Subséquentement, ils sont éligibles à la classe "C", à \$1.33 de l'heure, s'ils possèdent les qualifications requises.	
Polisseur, classe "A".....	1.40
Machiniste.....	1.33
Mécanicien-machiniste.....	1.54
Outilleur.....	1.59
Peintre.....	1.44
Peintre au pistolet.....	1.26
b) Forgeron.....	1.46
c) Préposé au fonctionnement des machines.....	1.25
d) Assembleur et ouvrier spécialisé.....	1.33
e) Ouvrier de la production.....	1.09
f) Aide.....	1.04

g) Chefs de groupe: Les chefs de groupe doivent recevoir \$0.10 l'heure de plus que le minimum établi dans le décret pour leur classification.

Les aides qui ont atteint le taux de \$1.09 l'heure peuvent être employés régulièrement comme "ouvriers de la production", si l'employeur peut le faire.

h) Les apprentis tôliers doivent être rémunérés sur la base suivante:

Première année: 50% du taux du mécanicien.

Deuxième année: 60% du taux du mécanicien.

Troisième année: 70% du taux du mécanicien.

Quatrième année: 85% du taux du mécanicien.

i) Les garçons de 16 à 18 ans inclusivement commencent à \$0.70 l'heure et reçoivent une augmentation de \$0.05 l'heure après chaque semestre de travail ininterrompu. Toutefois, lorsqu'ils atteignent leur 19ème année, ils doivent être classifiés comme aides et rémunérés comme tels.

j) Divers

Conducteurs de camions, magasinier, homme d'entrepôt, préposé à l'expédition et à la réception des marchandises..... \$1.09

k) Les salariés faisant partie des équipes de nuit doivent recevoir \$0.05 de plus l'heure que les taux ci-haut mentionnés."

NOTICE OF AMENDMENT

The Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal and a radius of fifteen (15) miles from its limits, rendered obligatory by the decree number 456 of April 26, 1951, have submitted to him a request to amend the said decree as follows:

Section VII will be replaced by the following:

"VII. Wage rates: The following minimum wage rates shall apply to the respective classes of employment hereunder specified.

Classifications:	Hourly rates
a) Journeymen:	
Sheet metal Mechanic.....	\$1.52
Assistant-foreman.....	1.66
Charge hand.....	1.59
Welder Class "A".....	1.59
Welder Class "B".....	1.46
Welder Class "C".....	1.33
Production Welders:	
First six months.....	1.07
Second six months.....	1.13
Third six months.....	1.20
Fourth six months.....	1.25
They then become eligible for Class "C", at \$1.33 per hour, if they qualify.	
Buffer and Polisher, Class "A".....	1.40
Machinist.....	1.33
Machinist mechanic.....	1.54
Toolmaker.....	1.59
Painter.....	1.44
Painter (Spray).....	1.26
b) Blacksmith.....	1.46
c) Machine operator.....	1.25
d) Assembler and specialist.....	1.33
e) Production worker.....	1.09
f) Helper.....	1.04

g) Leading Hand: Landing Hands shall receive 10c per hour more than the minimum determined in the decree for their classification.

Helpers who have attained a wage of \$1.09 an hour may be employed regularly as Production Workers, if the employer can arrange accordingly.

h) Apprentice sheet metal mechanics shall be paid on the following basis:

First year 50% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Second year 60% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Third year 70% of the Sheet Metal Mechanic's rate;

Fourth year 85% of the Sheet Metal Mechanic's rate.

i) Boys from 16 to 18 years of age shall start at \$.70 cents an hour with increase of \$.05 an hour every six months of continuous service. However, on attaining their 19th year, they shall be classified as helpers and paid as such.

j) Miscellaneous:

Truck Driver, Stock and Store Keeper, Warehouseman, shipping and receiving \$1.00

k) Employees working on night shifts shall be paid five cents (\$0.05) an hour in excess of the above rates."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er septembre 1951. 30830-o

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, Sept. 1, 1951. 30830-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, établi en exécution du décret numéro 1255 du 10 novembre 1949, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 925 du 22 août 1951, section "C", à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 31 août 1951 au 31 août 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$45.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1255 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski, formed under decree number 1255 of November 10, 1949, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 925 of August 22, 1951, part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the following method and rate:

1. Assessments

The period of levy extends from August 31, 1951 to August 31, 1952; such levy is laid as follows:

a) The professional employers governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wage rate established in the decree for journeymen, namely \$45.00 per week.

c) The employees governed by the said decree, number 1255, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction of their wages.

The professional employer shall submit his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and the sums payable to the Parity Committee by his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments enacted by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, five days' notice will be given to him to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Rimouski, pour la période comprise entre le 31 août 1951 et le 31 août 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE
L'AUTOMOBILE DE RIMOUSKI
(Siège social: Rimouski)

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 31 août 1951 et le 31 août 1952.

Recettes:

Cotisation (1/2 de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 950.00
Artisans.....	120.00
Salariés.....	950.00
Honoraires d'examens.....	50.00
	\$2,070.00

Déboursés:

Salaire du Secrétaire-Inspecteur.....	\$1,200.00
Frais de déplacement de l'Inspecteur.....	50.00
Loyer de bureau.....	300.00
Frais légaux.....	30.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphones et télégrammes.....	50.00
Ameublement, accessoires de bureau.....	50.00
Vérification des livres.....	50.00
Assurance-cautionnement.....	10.00
Jetons de présence aux membres du comité.....	40.00
Publicité.....	30.00
Dépenses diverses et imprévues.....	260.00
	\$2,070.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er septembre 1951.

30830-o

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture, établi en exécution du décret numéro 1042 du 4 août 1948, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 925 du 22 août 1951 section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941 chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 14 août 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessus mentionné.

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 1042 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% des salaires fixes et des pourcentages,

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly financial report to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski for the period between August 31, 1951 and August 31, 1952.

THE PARITY COMMITTEE OF THE AUTOMOBILE
INDUSTRY OF RIMOUSKI
(Head office: Rimouski)

Estimate of the receipts and disbursements for the period between August 31, 1951, and August 31, 1952.

Receipts:

Assessments (1/2 of 1%):

Professional employers.....	\$ 950.00
Artisans.....	120.00
Employees.....	950.00
Examination fees.....	50.00
	\$2,070.00

Disbursements:

Salary of the Secretary-inspector.....	\$1,200.00
Travelling expenses of the Inspector.....	50.00
Office rent.....	300.00
Legal fees.....	30.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams.....	50.00
Furniture and office equipment.....	50.00
Audition.....	50.00
Fidelity Bond.....	10.00
Attendance fees to members of the Committee.....	40.00
Publicity.....	30.00
Various and unforeseen expenses.....	260.00
	\$2,070.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 1, 1951.

30830-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Paint Industry, formed under decree number 1042 of August 4, 1948, and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 925 of August 22, 1951, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Levy

The period of levy shall extend from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 14th of August 1952, and shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the Decree No. 1042 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the fixed wages, commissions, bonuses,

bonis et allocations payés à leurs salariés assujettis au décret.

b) Les artisans régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, soit \$0.90 l'heure (salaire minimum fixé par le décret).

c) Les salariés régis par le décret numéro 1042 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/10 de 1% de leur salaire fixe, pourcentage, bonis et allocations.

allocations paid to their employees subject to the said decree.

b) The artisans governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of the wages fixed for the least remunerated journeymen i.e. \$0.90 per hour (minimum rate fixed by the decree).

c) The employees governed by Decree No. 1042, and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/10 of 1% of their fixed wages, commissions, bonuses and allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with printed forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall have these reports filled and returned to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of every week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. This Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et des déboursés probables du Comité conjoint de l'Industrie de la Peinture, pour la période comprise entre le 14 août 1951 et le 14 août 1952.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31st, June 30th, September 20th and December 31st.

Annexed hereto, is an estimate of the receipts and disbursements required by the Joint Committee of the Paint Industry for the period between August 14th 1951 and August 14th 1952.

LE COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
PEINTURE
655, Immeuble New-Birks, Montréal

THE JOINT COMMITTEE OF THE PAINT INDUSTRY
655 New Birks Building, Montreal

État des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 14 août 1951 et le 14 août 1952.

Estimate of receipts and disbursements for the period between August 14th, 1951 and August 14th, 1952.

Recettes:

Cotisations (1/10 de 1%):

Employeurs professionnels	\$3,000.00
Salariés	3,000.00
	\$6,000.00

Receipts:

Levies (1/10 of 1%):

Professional employers	\$3,000.00
Employees	3,000.00
	\$6,000.00

Déboursés:

Services du Comité conjoint des matériaux de construction (12 mois à \$250.00 par mois)

Frais légaux

Vérificateur

Jetons de présence:

8 membres à \$5.00 par

assemblée

\$5.00 pour dépenses

12 assemblées à

Impression, papeterie, taxes, timbres,

etc.

Divers

\$5,210.00

Disbursements:

Services of the Building Materials Joint Committee (12 months at \$250.00 per month)

Legal expenses (estimate)

Auditor

Members' attendance fees:

8 members at \$5.00 per

meeting

\$5.00 for expenses

12 meetings at

Printing, stationery, taxes, postage,

etc.

Miscellaneous

\$5,210.00

Surplus.	790.00	Surplus.	790.00
	\$6,000.00		\$6,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1 septembre 1951. 30830-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.
Quebec, Sept. 1, 1951. 30830-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire du commerce de détail à Québec, établi en exécution du décret numéro 3265, du 6 septembre 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 925 du 22 août 1951 section "B" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Status refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1951 au 31 août 1952 inclusivement; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou payés à leurs salariés.

b) Les artisans régis par le décret numéro 3265 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le commis le moins rémunéré, soit \$15.00 par semaine pour un homme \$14.00 pour une femme, tel que stipulé dans ledit décret.

c) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis, pourcentages ou allocations fixés ou reçus.

2. Mode de perception

L'employeur professionnel doit fournir mensuellement au Comité paritaire, sur des formules imprimées et fournies par ledit comité, un rapport détaillé indiquant les noms, prénoms et le sexe de chaque salarié à son emploi, le numéro de son certificat, sa qualification ou classification, la classification en pourcentage, le heures régulières et supplémentaires de travail faites chaque semaine, le salaire gagné chaque semaine par chacun de ses salariés régis par le décret, les sommes versées au Comité paritaire et les heures d'ouverture et de fermeture de son établissement.

Ce rapport doit être dûment signé par l'employeur professionnel et doit être accompagné des cotisations payables au Comité paritaire par lui-même et par ses salariés. Toutes ces sommes doivent être payées en deniers ayant cours légal.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient faits au complet, c'est-à-dire qu'ils couvrent la période de quatre ou cinq semaines du même mois, selon le cas, et retournés au Comité paritaire entre le premier et le dix de chaque mois, pour le mois précédent; le premier rapport devant être fait entre le 1er et le 10 octobre 1951, pour le mois de septembre, et ainsi de suite à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire ou la rémunération de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Quebec Retail Trade Parity Committee, established under Decree number 3265 of the 6th of September, 1940 and amendments has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 925 of August 22 1951, part "B", in accordance with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chap. 163 and amendments), to levy assessments upon professional employers, artisans and employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy extends from September 1st, 1951, to August 31st 1952, inclusively; such levy is applied in the following manner:

a) The professional employers governed by decree No. 3265 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages or allowances paid to their employees.

b) The artisans subject to the said decree, No. 3265, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established for clerks, i.e. \$15.00 per week for men and \$14.00 for ladies, as stipulated in the decree.

c) The employees governed by the said decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages, bonuses, percentages of allocations fixed or received.

2. Mode of collection

Each month the professional employer shall forward to the Parity Committee on printed forms supplied by the said Committee a complete report indicating the name in full and the sex of every employee in his employ, the number of his certificate, his qualification of classification, the percentage classification, the regular and overtime hours worked each week, the wages earned each week by each one his employees subject to the decree and the sums paid to the Parity Committee and the opening and closing hours of his establishment.

Such report shall be duly signed by the professional employer and shall be sent to the Parity Committee together with the assessments payable by him and his employees. Such sums of money shall be paid with current money.

The professional employer shall see to it that these reports be made in full, that they cover the period of four or five weeks in the same month, as the case may be, and shall return them to the Parity Committee between the first and the tenth of each month, for the preceding month; the first report to be between the 1st and the 10th day of October 1951, for the month of September, and so forth, each month.

The professional employer shall retain each week, from the wages or remuneration of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

Le Comité paritaire a le droit d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

The Parity Committee has the right to exact a sworn report when deemed advisable.

3. Rapport financier

D'accord avec l'article 21, de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de détail à Québec, pour la période comprise entre le 1er septembre 1951 et le 31 août 1952 inclusivement.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL A QUÉBEC

351, boulevard Charest, Québec.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er septembre 1951 et le 31 août 1952.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$20,000.00
Salariés.....	20,000.00
	\$40,000.00

Déboursés:

Salaires du personnel du bureau du Comité (7 employés).....	17,000.00
Frais de déplacement du Président, et des membres.....	1,800.00
Inspecteurs: Salaires et frais de déplacement (4 inspecteurs).....	12,000.00
Bureau des examinateurs.....	1,000.00
Séances d'examen de métiers.....	300.00
Loyer du bureau et téléphone.....	3,300.00
Frais légaux.....	1,800.00
Vérification des livres.....	600.00
Papeterie.....	1,000.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	1,200.00
	\$40,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 1er septembre 1951. 30830-o

3. Financial report

Under section 21 of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31 June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Quebec Retail Trade Parity Committee, for the period between September 1st, 1951, and August 31st, 1952 inclusively, is hereto annexed.

THE QUEBEC RETAIL TRADE PARITY COMMITTEE 351 Charest Blvd, Quebec

Estimate of the receipts and disbursements for the period between September 1st 1951 and August 31st, 1952:

Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$20,000.00
Employers.....	20,000.00
	40,000.00

Disbursements:

Salaries in the Committee's Office (7 employers).....	17,000.00
Travelling expenses of the chairman and members.....	1,800.00
Salaries and travelling expenses of inspectors (4).....	12,000.00
Board of Examiners.....	1,000.00
Trade examinations sitting.....	300.00
Office rent and telephone.....	3,300.00
Legal fees.....	1,800.00
Audition.....	600.00
Stationery.....	1,000.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	1,200.00
	\$40,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 1, 1951. 30830-o

Département du Trésor Assurances

Department Treasury Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que "La Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel Archange et ses annexes", constituée en société de secours mutuels conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des assurances, Chapitre 299, S.R. 1941, et enregistrée sous le numéro 239, a obtenu le permis et certificat d'enregistrement N° 1180 qui l'autorise, à compter du 7 août 1951, à accorder à ses membres des bénéfices en cas d'accident et de maladie.

Le siège social de la société est situé dans la paroisse de Saint-Michel Archange, Comté de Québec.

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that "La Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel Archange et ses annexes", incorporated as a mutual benefit association in accordance with the provisions of section 66 of the Quebec Insurance Act, Chapter 299, R.S. 1941, and registered under number 239, has obtained the license and certificate of registration No. 1180 authorizing it, as from the 7th of August 1951, to grant to its members accident and sickness benefits.

The head office of the association is situate in the parish of Saint Michel Archange, County of Quebec.

Donné au bureau du Service des assurances,
Département du Trésor, le 14 août 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
30765-34-2-o Surintendant des assurances.

Given at the office of the Insurance Branch,
Treasury Department, the 14th of August 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
30765-34-2-o Superintendent of Insurance.

Voirie

AVIS

Les parties de chemin ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation:

Route Price — Grand Métis:

Dans le comté de Matane:

Dans la municipalité du village de Price:

Une section de 2050 pieds à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 89 et P.91.

Dans la municipalité de Grand Métis:

Une section de 1575 pieds à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 82 et 88 inclusivement.

Québec, le 15 août 1951.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.
30823-o

Roads

NOTICE

The parts of roads hereinafter designated shall cease, in future, to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic:

Price Highway — Grand Metis:

In the County of Matane:

In the municipality of the Village of Price:

A section of 2050 feet, on the west of the new highway, on or facing lots Nos. 89 and pt.91.

In the Municipality of Grand Metis:

A section of 1575 feet, on the west of the new highway, on or facing lots Nos. 82 and 88 inclusively.

Quebec, August 15, 1951.

ANTONIO TALBOT,
Minister of Roads.
30823

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Blanchard	René	25	St-Germain.

Victoriaville, le 27 août 1951. — Victoriaville, August 27, 1951.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
30824-35-2-o Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DES LAURENTIDES — BAR OF LAURENTIDES

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examen d'octobre 1951 — Examination of October, 1951

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collège College
Faust	Noel	20	Crabtree Mills. ...	L'Assomption.

Joliette, 24 août 1951. — Joliette, August 24, 1951.

Le Secrétaire du Barreau des Laurentides,
MAURICE MAJEAU,
30824-35-2-o Secretary of the Bar of Laurentides.

Lettres patentes

Gagné Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Letters Patent

Gagné Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 9 août 1951, autorisant la fusion des deux compagnies suivantes, savoir: "Gagné & Frères, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes du 24 février 1944, et "Gagné, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes du 24 février 1944 et par lettres patentes supplémentaires du 23 avril 1947, dans le but de:

Acheter, échanger, louer des terres boisées, limites à bois, concessions forestières, et faire le commerce de bois en général, sous le nom de "Gagné Limitée", avec un capital total de \$45,000, divisé en 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est "Gagné Limitée".

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, dans le district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le 9 août 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30834-o C.E. CANTIN.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of August, 1951, authorizing the amalgamation of the two following companies, to wit: "Gagné & Frères, Ltée", incorporated by letters patent, dated February 24, 1944, and "Gagné, Ltée" incorporated by letters patent dated February 24, 1944, and by supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of April, 1947, for the following purposes:

To purchase, exchange, lease wooded lands, timber limits, forest concessions and carry on business as general lumber merchants, under the name of "Gagné Limitée", with a capital stock of \$45,000, divided into 450 common shares of a par value of \$100 each.

The name of the new company is "Gagné Limitée".

The head office of the company will be at Victoriaville, in the judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of August, 1951.

C. E. CANTIN,
30834 Acting Deputy Attorney General.

Liquidation, avis de

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des Assurances de Québec, que La Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby Incorporée a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres, tenue le 22ième jour d'août 1951 et que de nouveaux membres ne pourront être acceptés à compter du 16ième jour d'octobre 1951.

M. Lucien Montfils, comptable agréé, résidant et domicilié en la cité de Granby, district de Bedford, a été proposé comme liquidateur à cette date, à cette même assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de la société, qui sera tenue le 16ième jour d'octobre 1951.

Donné à Granby, le 22ième jour d'août 1951.

Le Secrétaire-archiviste,
Signé: MARCEL MINEAU-NORMANDIN
30811-35-2-o

Winding up Notice

Notice is hereby given, as provided by Section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby Incorporée", has decided to liquidate its business, at a General Special Meeting of its members, held on the 22nd day of August 1951, and that new members shall not be accepted as from the 16th of October, 1951.

Mr. Lucien Montfils, chartered accountant, residing and domiciled in the city of Granby, district of Bedford, has been proposed as liquidator at the same General Special Meeting and will be officially appointed at a subsequent General Meeting of the members of the society, to be held on the 16th of October, 1951.

Given at Granby, this 22nd day of August, 1951.

Signed: MARCEL MINEAU-NORMANDIN,
30811-35-2-o Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 30 mai 1951.

M. G. Simard, médecin, de Forestville: coroner conjoint du district judiciaire de Saguenay, avec juridiction sur cette partie du territoire du Saguenay située entre Betsiamites et Saint-Paul du Nord.

Québec, 19 juillet 1951.

M. Lionel Fortin, de La Tuque: greffier de la Cour de circuit dans et pour le district électoral de Laviolette; greffier de la Cour de magistrat pour le district électoral de Laviolette, à La Tuque, et juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, telle juridiction, cependant,

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, May 30, 1951.

Mr. G. Simard, physician, of Forestville: to be Joint Coroner, for the judicial district of Saguenay, with jurisdiction over that part of the Saguenay territory situate between Betsiamites and Saint-Paul du Nord.

Québec, July 19, 1951.

Mr. Lionel Fortin, of La Tuque: to be clerk of the Circuit Court in and for the electoral district of Laviolette; clerk of the Magistrate's Court, for the electoral district of Laviolette, at La Tuque, and Justice of the Peace pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes 1941, chapter 15) with jurisdiction over the judicial district of Québec, such jurisdiction, however, being res-

devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul, lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix, ledit Lionel Fortin étant en outre nommé commissaire "*per dedimus potestatem*", le tout à compter du 1er août 1951.

Québec, 1er août 1951.

M. Ephrem Filion, avocat et conseil en loi du Roi, et pratiquant dans la cité de Montréal: juge en chef de la Cour de bien-être social, avec résidence dans la cité de Montréal, à compter du 16 août 1951.

M. J. St-Georges Morisset, avocat et conseil en loi du Roi, et pratiquant dans la cité de Montréal: juge de la Cour de bien-être social, avec juridiction restreinte au district judiciaire de Montréal, et résidence dans la cité de Montréal ou une municipalité contiguë à cette dernière, à compter du 8 août 1951.

M. Joseph-Laurent Duguay, de Chandler, avocat et conseil en loi du Roi: magistrat de district, avec juridiction sur les districts judiciaires de Bonaventure et de Gaspé et avec, en outre, juridiction concurrente avec les autres magistrats de district, dans toute l'étendue de la province, à compter du 16 août 1951.

MM. Henri Pagé, médecin, Ernest Chartier, marchand, Napoléon Laplante, gérant, Antonio Fiset, gérant de la Banque Canadienne Nationale de Saint-Hyacinthe, et René Daignault, comptable: commissaires pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Saint-Hyacinthe.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la Province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 12 juillet 1951.

M. Douglas Johnston, de Québec, membre du Barreau de la Province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, 22 mars 1951.

M. Jean Caron, médecin, de Parent: coroner conjoint du district judiciaire de Québec, avec juridiction sur le district électoral de Laviolette.

30833-0

tricted to the administering of the oath, the swearing of complaints, the issue of subpoenas and warrants of custody, also the presiding at the hearings, and the adjournment of cases, the hearing of pleas for provisory liberty, the fixing and receiving of sureties, either alone when the Law permits, or jointly with another Justice of the Peace, when the Law gives jurisdiction to two justices of the peace, said Lionel Fortin, being moreover appointed Commissioner "*per dedimus potestatem*", the whole from and after August 1st, 1951.

Quebec, August 1, 1951.

Mr. Ephrem Filion, advocate and King's Counsel and practising in the City of Montreal: to be Chief Justice of the Court of Social Welfare, with residence in the City of Montreal, from and after August 16, 1951.

Mr. J. St-Georges Morisset, advocate and King's Counsel, and practising in the City of Montreal: to be a Judge of the Court of Social Welfare, with jurisdiction restricted to the judicial district of Montreal, and residence in the city of Montreal, or in a municipality contiguous to the latter, from and after August 8, 1951.

Mr. Joseph Laurent Duguay, of Chandler, advocate and King's Counsel: to be District Magistrate, with jurisdiction over the judicial districts of Bonaventure and Gaspé, and with, moreover, concurrent jurisdiction with the other district Magistrates, within the whole extent of the Province, from and after August 16, 1951.

Messrs. Henri Pagé, physician, Ernest Chartier, merchant, Napoléon Laplante, manager, Antonio Fiset, manager, of La Banque Canadienne Nationale, of Saint-Hyacinthe, and René Daignault, accountant: to be Commissioners for the civil erection of parishes of the Diocese of Saint-Hyacinthe.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Quebec, July 12, 1951.

Mr. Douglas Johnston, of Quebec, member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, March 22, 1951.

Mr. Jean Caron, physician, of Parent: to be Joint Coroner for the judicial district of Quebec, with jurisdiction over the electoral district of Laviolette.

30833

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi:

A nos très aimés et fidèles conseillers les mem-

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith:

To Our Beloved and Faithful Councillors the

bres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le sept novembre prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Monsieur GASPARD FAUTEUX, C.P. LL.D., D.D.S., L.D.S., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce premier jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent cinquante et un, et de Notre règne le quinzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie
à Québec,

30720-33-12-o

ANTOINE LEMIEUX.

Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:
GREETING.

WHEREAS for various considerations, it is expedient to convene the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the seventh day of November next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be here unto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved The Honourable Mr. GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of the said Province.

At Our Government House in Quebec, this first day of August, in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command.

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery,
at Quebec.

30720-33-12

Sièges sociaux

Head Offices

Avis est donné que la compagnie "Les Agences d'Assurances Trans-Canada" "Assurance Agenciers Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du 21 février 1948, et ayant eu son bureau principal à 1296 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, a transporté son bureau principal au numéro 1231 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son principal bureau.

Donné à Montréal ce 13 août 1951.

Le Directeur et principal gérant,

30806-o

J. O. ROBY.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

Notice is hereby given that "Les Agences d'Assurances Trans-Canada" "Assurance Agenciers Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 21st of February, 1948, and having its head office in the city of Montreal, has moved its principal place of business from 1296 St. Catherine Street West, Montreal, to No. 1231 St. Catherine Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 13th of August, 1951.

J. O. ROBY,

30806-o

Director and principal Manager.

NORTH AMERICAN UTILITIES CORPORATION

Avis est donné que la compagnie "North American Utilities Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 décembre 1946, et ayant son bureau principal au numéro 2055 de l'avenue Bennett, à Montréal, où ce bureau était situé jusqu'aujourd'hui, l'a transporté au numéro 1510 rue Drummond, Montréal 25.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce quatorzième jour d'août 1951.

Le Secrétaire,

30822-o

J.-RENÉ WILHELMY.

Notice is given that the company "North American Utilities Corporation", incorporated by letters patent bearing date the 23rd of December, 1946, and having its head office at No. 2055 Bennett avenue, Montreal, where its office was situate until now, has moved it to number 1510 Drummond street, Montreal 25.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this fourteenth day of August, 1951.

J. RENE WILHELMY,

Secretary.

30822

Soumissions

Tenders

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE WESTMOUNT
(DISTRICT DE MONTRÉAL)

CITY OF WESTMOUNT
(DISTRICT OF MONTREAL)

Avis public est, par les présentes, donné que

Public notice is hereby given that sealed tend-

des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Andrew W. D. Swan, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Westmount, jusqu'à huit heures du soir, lundi le 17 septembre 1951, pour l'achat de \$600,000 d'obligations de la cité de Westmount, datées du 1er mai 1951 et remboursables par séries du 1er mai 1952 au 1er mai 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux de 3¼% par année sur toutes les obligations échéant pendant les premiers dix ans et de 4% par année sur toutes les obligations échéant après la dixième année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Date	Capital
1er mai 1952	\$19,500.00
1er mai 1953	22,000.00
1er mai 1954	22,500.00
1er mai 1955	23,000.00
1er mai 1956	23,500.00
1er mai 1957	26,000.00
1er mai 1958	25,500.00
1er mai 1959	26,500.00
1er mai 1960	28,000.00
1er mai 1961	29,000.00
1er mai 1962	18,000.00
1er mai 1963	18,000.00
1er mai 1964	19,500.00
1er mai 1965	20,000.00
1er mai 1966	21,000.00
1er mai 1967	21,500.00
1er mai 1968	22,500.00
1er mai 1969	23,500.00
1er mai 1970	24,000.00
1er mai 1971	26,000.00
1er mai 1972	11,500.00
1er mai 1973	12,500.00
1er mai 1974	12,500.00
1er mai 1975	13,000.00
1er mai 1976	13,500.00
1er mai 1977	14,500.00
1er mai 1978	14,500.00
1er mai 1979	15,500.00
1er mai 1980	16,000.00
1er mai 1981	17,000.00

Le capital et les intérêts sont payables au siège social de la Banque de Montréal, en la cité de Montréal, ou à toute succursale de ladite banque au Canada.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée du Conseil de la Cité qui sera tenue lundi le 17 septembre 1951, à 8 heures du soir, à l'Hôtel de Ville de Westmount, P.Q.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Westmount, P.Q., le 30 août 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la cité de Westmount,

A.W.D. SEAN, F.C.I.S.

30815

ers, endorsed "Tenders for Debentures" will be received by the undersigned, Andrew W. D. Swan, Secretary-Treasurer, City Hall, Westmount, up to eight o'clock in the evening of Monday, 17th September, 1951, for the purchase of \$600,000. of debentures of the City of Westmount, dated the 1st May 1951, and redeemable serially from 1st May 1952 to 1st May 1981 inclusive, with interest at a rate of 3¼% per annum on all debentures maturing during the first ten years and of 4% per annum on all debentures maturing after the tenth year, payable semi-annually on 1st May and 1st November of each year.

The table of redemption is as follows:

Date	Capital
May 1st, 1952	\$19,500.00
May 1st, 1953	22,000.00
May 1st, 1954	22,500.00
May 1st, 1955	23,000.00
May 1st, 1956	23,500.00
May 1st, 1957	26,000.00
May 1st, 1958	25,500.00
May 1st, 1959	26,500.00
May 1st, 1960	28,000.00
May 1st, 1961	29,000.00
May 1st, 1962	18,000.00
May 1st, 1963	18,000.00
May 1st, 1964	19,500.00
May 1st, 1965	20,000.00
May 1st, 1966	21,000.00
May 1st, 1967	21,500.00
May 1st, 1968	22,500.00
May 1st, 1969	23,500.00
May 1st, 1970	24,000.00
May 1st, 1971	26,000.00
May 1st, 1972	11,500.00
May 1st, 1973	12,500.00
May 1st, 1974	12,500.00
May 1st, 1975	13,000.00
May 1st, 1976	13,500.00
May 1st, 1977	14,500.00
May 1st, 1978	14,500.00
May 1st, 1979	15,500.00
May 1st, 1980	16,000.00
May 1st, 1981	17,000.00

Capital and interest are payable at the Chief Office of the Bank of Montreal in the City of Montreal or at any branch of the said bank in Canada.

The debentures may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque payable to the City of Westmount equalling 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the debentures to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the City Council to be held on Monday, 17th September 1951 at 8 o'clock in the evening in the City Hall of Westmount, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Given at Westmount, P.Q. on 30th August 1951.

A.W.D. SWAN, F.C.I.S.,
Secretary-Treasurer of the
City of Westmount.

30815-o

Province de Quebec

Province of Quebec

COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ
DE LA VILLE DE ST-JÉRÔME
(COMTE DE TERREBONNE)

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE TOWN OF ST. JEROME
(COUNTY OF TERREBONNE)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Cléophas Viau, secrétaire-trésorier, bureau de l'Hôtel-de-Ville, 280, rue Labelle, ou à la résidence de ce dernier 424, rue St-Georges, Cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 hres p.m., mercredi le 19 septembre 1951, pour l'achat de \$290,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de St-Jérôme, comté de Terrebonne, datées du 1er septembre 1951 et remboursables par séries du 1er septembre 1952 au 1er septembre 1971 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 4% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Cleophas Viau, Secretary-Treasurer, City Hall, 280, Labelle Street, or at the residence of the Secretary-Treasurer, 424 St-Georges Street, City of St. Jérôme, County of Terrebonne, until 8 o'clock p.m., Wednesday, September 19th, 1951, for the purchase of an issue of \$290,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the Town of St. Jérôme, County of Terrebonne, dated September 1st, 1951 and redeemable serially from September 1st, 1952 to September 1st, 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 4% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$290,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$290,000. — 20 years

Année	Capital
1er septembre 1952..... x	\$15,000.00
1er septembre 1953..... x	16,000.00
1er septembre 1954..... x	16,500.00
1er septembre 1955..... x	17,500.00
1er septembre 1956..... x	18,000.00
1er septembre 1957..... x	19,000.00
1er septembre 1958..... x	20,000.00
1er septembre 1959..... x	20,500.00
1er septembre 1960..... x	21,500.00
1er septembre 1961..... x	22,500.00
1er septembre 1962.....	8,500.00
1er septembre 1963.....	9,000.00
1er septembre 1964.....	9,000.00
1er septembre 1965.....	9,500.00
1er septembre 1966.....	10,000.00
1er septembre 1967.....	10,500.00
1er septembre 1968.....	11,000.00
1er septembre 1969.....	11,500.00
1er septembre 1970.....	12,000.00
1er septembre 1971.....	12,500.00

Year	Capital
September 1st, 1952. x	\$15,000.00
September 1st, 1953. x	16,000.00
September 1st, 1954. x	16,500.00
September 1st, 1955. x	17,500.00
September 1st, 1956. x	18,000.00
September 1st, 1957. x	19,000.00
September 1st, 1958. x	20,000.00
September 1st, 1959. x	20,500.00
September 1st, 1960. x	21,500.00
September 1st, 1961. x	22,500.00
September 1st, 1962.	8,500.00
September 1st, 1963.	9,000.00
September 1st, 1964.	9,000.00
September 1st, 1965.	9,500.00
September 1st, 1966.	10,000.00
September 1st, 1967.	10,500.00
September 1st, 1968.	11,000.00
September 1st, 1969.	11,500.00
September 1st, 1970.	12,000.00
September 1st, 1971.	12,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$146,685.00 accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$14,668.50 chacun de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$146,685.00 each, from 1952 to 1961 inclusively will be received and applied to the use of this loan.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à St-Jérôme.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at St. Jérôme.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation en tout ou en parties, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at part, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bond to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale qui sera tenue mercredi, le 19 septembre 1951, à 8 heures p.m., au bureau de la com. scolaire 280, rue Labelle, Cité de St-Jérôme, comté de Terrebonne.

The tenders will be opened and considered at a special meeting of the School Commissioners to be held on the nineteenth day of the month of September at 8 o'clock p.m., at the School Commissioners' office, 280 Labelle Street, St. Jérôme City County of Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit

The School Commissioners do not bind them-

den'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cité de St-Jérôme (Comté de Terrebonne), ce 23ième jour d'août 1951.

Le Secrétaire-trésorier,

CLEOPHAS VIAU,

Bureau de la commission scolaire,

Hôtel de Ville,

280, rue Labelle, (Cité de St-Jérôme)

ou à la résidence du secrétaire-trésorier:

424, St-Georges,

30814-o Cité de St-Jérôme, (Terrebonne).

selves to accept the highest or any of the tenders.

City of St. Jérôme (County of Terrebonne), this 23rd day of August, 1951.

CLEOPHAS VIAU

Secretary-Treasurer,

School Commissions's Office,

City Hall,

280, Labelle Street, (St. Jérôme City)

or at the residence of the Secretary-Treas:

424 St. Georges,

30814-o City of St. Jérôme, (Terrebonne).

Vente — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, Cour Supérieure de Rimouski, (siégeant en matière de faillite), No 11,211. ANDRÉ BRISSON, de la Ville de Rimouski, district de Rimouski, district de Rimouski, failli; & HENRI-A. MARTIN, Syndic.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés seront vendus aux temps et lieu respectifs, tel que mentionné plus bas.

"Lot numéro neuf (N° 9) de la subdivision officielle du lot deux cent soixante-cinq (265) au cadastre officiel de la ville de St-Germain de Rimouski, étant un terrain situé sur la rue Ste-Thérèse, mesurant cinquante-sept pieds (57') de front est-ouest sur la rue par cent soixante pieds (160') nord-sud de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné au nord à la rue Ste-Thérèse, à l'est à Alphonse St-Laurent, au sud à Dame P. E. St-Pierre, et à l'ouest à succession Docteur Joseph Gauvreau."

Pour être vendu au bureau du syndic soussigné à Rimouski, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1951 à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Cette vente aura le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Daté de Rimouski, ce 23ième jour d'août 1951.

Le Syndic Licencié,
HENRI-A. MARTIN.

Bureau: 152A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

30812-35-2-o

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, Superior Court of Rimouski, (Sitting in Bankruptcy) No. 11,211. ANDRÉ BRISSON, of the town of Rimouski, district of Rimouski, Insolvent; & Henri A.-Martin, Trustee.

Public notice is hereby given that the lands and hereditaments hereinunder mentioned will be sold at the respective time and place hereinbelow mentioned

"Lot number nine (No. 9) of the official subdivision of lot two hundred and sixty-five (265) on the official cadastre for the town of St-Germain de Rimouski, being a lot of land situate on Ste-Thérèse Street, measuring fifty-seven feet (57') in front, east-west on the street, by 160 feet (160') north-south, in depth, the whole more or less, English measure, bounded on the north by Ste-Thérèse Street, on the east by Alphonse St-Laurent, on the south by Dame P. E. St-Pierre, and on the west by the estate of Doctor Joseph Gauvreau."

To be sold at the office of the undersigned trustee, at Rimouski, on the FIRST day of OCTOBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Said sale shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Given at Rimouski, this 23rd day of August, 1951.

HENRI A. MARTIN,
Licensed Trustee.

Office: 152A, de l'Évêché,
Rimouski, P.Q.

30812-35-2

Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du SEIZE AOÛT 1951, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la Cité de Chicoutimi et à la commission scolaire, ainsi que les répartitions dues à la corporation des Syndics de la paroisse St-François-Xavier de Chicoutimi, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle de la Fanfare, à l'hôtel-de-Ville, le DIX-HUIT SEPTEMBRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeu-

Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF CHICOUTIMI

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the sixteenth day of August, 1951, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of Section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinbelow described in payment of arrears of taxes due the City of Chicoutimi and the School Commission, and the apportionments due the Corporation of School Trustees of St-François-Xavier de Chicoutimi, with interests and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction at the city Hall in the Band Hall (Salle de la Fanfare), on the EIGHTEENTH day of SEPTEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale,

bles sur lesquels les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1950, les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1951 et les répartitions de l'église échues le ou avant le 30 juin 1951, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Antonio Blanchette.— Un terrain formant partie du lot 1106 (ou probablement du lot 1129) mesurant du côté Est, le long du terrain de la Cie de Pulpe de Chicoutimi, 75 pieds, du côté nord, 60 pieds, du côté ouest, 75 pieds, et du côté sud, 30 pieds, et borné: du côté est, par le terrain de la compagnie de Pulpe de Chicoutimi, du côté nord, par William Lévesque ou représentants, du côté sud, par une petite pointe de terre appartenant à Isale Jobin fils, ou représentants, et du côté ouest, par le terrain de Onésime Lapointe ou représentants.

2. Charles Laberge.— Un emplacement de figure rectangulaire étant formé du lot 891-20, borné: en front, du côté sud-est, par le chemin St-Paul portant le N° 891-17; du côté sud-ouest, par le N° 891-19; vers le nord-ouest, par le N° 891-35 et vers le nord-est, par le N° 891-21, et mesurant 50 pieds de front par 70 pieds de profondeur et contenant en superficie 3500 pieds carrés M.A.

3. Antoine Roy.— Un terrain ou emplacement ayant front sur la rue St-Pierre, ayant 50 pieds de largeur mesurant à angle droit entre les lignes latérales par une profondeur moyenne d'environ 100 pieds, formant partie du lot 1142, et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-est, par la rue St-Pierre; le sud-ouest et le nord-ouest, par le terrain de J.-E. Cloutier ou représentants; vers le nord-est par le terrain de Joseph Jobin ou représentants.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Les dits lots et parties de lots sont connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi. Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances s'il y en a, sujet à tous les droits acquis de la Cité de Chicoutimi et à toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi ce 20ième jour du mois d'août 1951.

Le Greffier,
GASTON CARRIER.
30788-34-2-o

those immovables whereon municipal taxes. due on or before December 31, 1950, the school taxes due on or before June 30, 1951, and the church apportionments due on or before June 30, 1951, shall have been paid before the sale.

1. Antonio Blanchette.— A lot of land forming part of lot 1106 (or probably of lot 1129) measuring on the east side, along the land of "La Cie de Pulpe de Chicoutimi"; 75 feet, on the north side, 60 feet, on the west side, 75 feet, and on the south side, 30 feet, and bounded on the east side by the land of "La compagnie de Pulpe de Chicoutimi", on the north side by William Lévesque, or representatives, on the south side, by a small point of land belonging to Isale Jobin junior, or representatives, and on the west side by the land of Onésime Lapointe or representatives.

2. Charles Laberge.— An emplacement of rectangular figure, formed of lot 891-20, bounded in front, on the southeast side, by the St. Paul road, starting from No. 891-17; on the southwest side by No. 891-19; on the northwest by No. 891-35 and on the northeast by No. 891-21 and measuring 50 feet in front by 70 feet in depth, and containing a superficial area of 3500 square feet, E.M.

3. Antoine Roy.— A lot of land or emplacement fronting on St-Pierre Street, having 50 feet in width, measuring at a right angle between the lateral lines by an average depth of about 100 feet, forming part of lot 1142 and comprised within the following boundaries: on the southeast by St-Pierre Street; on the southwest and northwest by the land of J. E. Cloutier or representatives, on the northeast by the land of Joseph Jobin or representatives.

The purchase price of each of the said immovables will be payable immediately.

The said lots and parts of lots are of the official cadastre for the City of Chicoutimi.

They will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, subject to all the acquired rights of the City of Chicoutimi and to all active and passive, apparent or unapparent servitudes which may affect the same.

The sale shall, moreover, be subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this 20th day of the month of August, 1951.

GASTON CARRIER,
Clerk.
30788-34-2

Province de Québec — District de Chicoutimi

COMMISSION SCOLAIRE DE HARVEY

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du SEIZE AOÛT 1951, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission scolaire de Harvey ainsi qu'à la corporation municipale de la paroisse de St-Fulgence, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, les dits immeubles seront vendus par encan public à St-Fulgence, (salle du conseil), le DIX-SEPT SEPTEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels toutes les taxes scolaires échues le ou avant le 30 juin 1951 et les taxes municipales échues le ou avant le 31 décembre 1950 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Léonard Girard.— Un emplacement ayant 100 pieds de largeur sur le chemin public et 100 pieds de profondeur, faisant partie du lot N° 72 rang 3 canton Harvey, compris dans les bornes suivantes: au sud, par le chemin public; à l'est, à l'ouest et au nord, par le résidu du dit lot N° 72.

2. Roland Gagnon.— Une terre comprenant la partie sud du lot N° 33 rang 9 et le lot 34 du même rang

Province of Quebec — District of Chicoutimi

SCHOOL COMMISSION OF HARVEY

Public notice is hereby given, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the sixteenth of August, 1951, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act, (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinbelow described, in payment of arrears of taxes due the School Commission of Harvey, and also the Municipal corporation of the parish of St-Fulgence, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold, by public auction, in the Council Hall at St-Fulgence, of the SEVENTEENTH day of SEPTEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

However, there will be excluded from the sale those immovables whereon all school taxes maturing on or before June 30, 1951, and the municipal taxes maturing on or before December 31, 1950, shall have been paid before the sale.

1. Léonard Girard.— An emplacement measuring 100 feet in width on the public road, and 100 feet in depth, forming part of lot No. 72, range 3, township of Harvey, comprised within the following boundaries: on the south by the public road, on the east, the west and north, by the residue of said lot No. 72.

2. Roland Gagnon.— A farm comprising the south part of lot No. 33, range 9, and lot No. 34 of same

au complet, formant une superficie d'environ 166 acres; la partie sud du lot 33 ayant une superficie de 66 acres environ est sous billet de location.

3. Jean-Paul Bacon.— Un terrain faisant partie du lot 9A rang 7, se trouvant au nord-est de la Rivière passant à cet endroit, borné au nord par le chemin public; au sud, à l'est et à l'ouest, par le résidu du dit lot 9A.

4. Emile Gagné.— Un lopin de terre ayant 5 arpents moins une perche environ de largeur, de l'ouest à l'est, sur environ 5 arpents de profondeur, faisant partie du lot N° 11A du rang 7, borné comme suit: au nord, par la terre de Pierre Harvey ou représentants; à l'ouest, par l'ancienne route Saint-Louis; à l'est, par la terre de Adélaïde Maltais et au sud par le terrain d'Auguste Larouche et celui de Philippe Harvey ou représentants.

5. Pierre Girard.— a) Un terrain de forme irrégulière, ayant environ 10 acres, faisant partie du lot N° 5 rang 6, compris dans les bornes suivantes: au nord, à Charles Larouche; au sud et à l'est, à Nil Tremblay et à l'ouest, à la route Saint-Louis.

b) Un autre morceau de terrain formant partie des lots 5 et 6 du rang 6, mesurant environ 5 ou 6 acres, compris dans les bornes suivantes: au nord, à un cap qui se trouve à cet endroit; au sud au résidu des dits lots appartenant à Wilfrid Harvey ou représentants, à l'est, à la route Saint-Louis et à l'ouest à Jean-Baptiste Lajoie.

Les lots ou parties de lots mentionnés ci-dessus font partie des cadastres du canton de Harvey pour le numéro 1 et du canton de Tremblay pour les numéros 2, 3, 4, et 5.

Les dits immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement. La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Fulgence, ce 20ième jour du mois d'août 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
TANCÈRE TURCOTTE.
30790-34-2-o

range, complete, forming a superficial area of about 166 acres; the south part of lot 33, having a superficial area of about 66 acres, is under location ticket.

3. Jean-Paul Bacon.— A lot of land forming part of lot 9A, range 7, to be found on the northeast of the River passing at this place; bounded on the north by the public road, on the south, east and west by the residue of said lot 9A.

4. Emile Gagné.— A parcel of land, measuring about five arpents less about one perch in width, from west to east, by about five arpents in depth, forming part of lot No. 11A of range 7, bounded as follows: on the north by the land of Pierre Harvey, or representatives; on the west by the old Saint Louis Road; on the east by the land of Adélaïde Maltais; and on the south by the land of Auguste Larouche and that of Philippe Harvey or representatives.

5. Pierre Girard.— a) A lot of land of irregular outline, measuring about 10 acres, forming part of lot No. 5, range 6, comprised within the following boundaries: on the north by Charles Larouche; on the south and east by Nil Tremblay; and on the west by the Saint Louis Highway.

b) Another parcel of land forming part of lots 5 and 6, of range 6, measuring about 5 or 6 acres, comprised within the following boundaries: on the north by a cape to be found at this place; on the south by the residue of said lots belonging to Wilfrid Harvey or representatives; on the east by the Saint Louis highway and on the west by Jean-Baptiste Lajoie.

The lots or parts of lots hereinabove mentioned form part of the official cadastre for the township of Harvey, for number 1, and of the township of Tremblay, for numbers 2, 3, 4 and 5.

The said immovables shall be sold with buildings thereon erected circumstances and dependencies, if any, and with all servitudes, active and passive, apparent or unapparent, attached to the said immovables.

The purchase price of these immovables shall be payable immediately. The sale will be made subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Fulgence, -this 20th day of the month of August, 1951.

TANCÈRE TURCOTTE,
Secretary-Treasurer.
30790-34-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec, Cour supérieure. District d'Abitibi. N° 7786.

FRANÇOIS SAVARD, Industriel, et Restaurateur, de Taschereau, district d'Abitibi, demandeur, vs OSCAR MOREAU, contracteur, autrefois de Taschereau et maintenant de Rouyn district de Rouyn Noranda. défendeur.

Les lots Nos 30-A, 30-B, et 31 du rang 5 du canton Privat avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise paroissiale de Taschereau le SAMEDI 15 SEPTEMBRE à 2 heures de l'après-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FERDINAND GERVAIS.
Amos 3 août 1951. 30686-32-2-o
[Première insertion: 11 août 1951]

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada Province of Quebec, Superior Court District of Abitibi. No. 7786.

FRANÇOIS SAVARD, industrialist and restaurant keeper, of Taschereau, district of Abitibi, plaintiff; vs OSCAR MOREAU contractor, heretofore of Taschereau and now of Rouyn, district of Rouyn-Noranda, defendant.

Lots Nos. 30-A, 30-B and 31 of range 5 of the township of Privat—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Taschereau, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of SEPTEMBER, 1951, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Le Shérif,
Sheriff's Office, FERDINAND GERVAIS,
Amos, August 3, 1951. 30686-32-2
[First insertion: August 11, 1951]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **GEORGES BOURQUE**,
N° 5486. { voiturier Public, Plessisville, demandeur vs **LES HÉRITIERS D'ARTHUR FAUCHON**, fils, de son vivant journalier, de la Cité de Thetford, & **NAPOLEON PRÉVOST**, cultivateur de Coleraine, défendeurs.

Une terre située dans la Municipalité de St-Joseph de Coleraine, étant les 2/3 nord-ouest du lot 27 du rang 1, sous billet de location, avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'Eglise paroissiale du village de Disraeli, comté de Wolfe, **JEUDI, QUATRE OCTOBRE 1951 à TROIS heures de l'après-midi (Heure avancée)**

Bureau du Shérif, **Le Shérif, FÉLIX HOULE**.
Arthabaska, le 27 août 1951. 30825-35-2-0
[Première insertion: 1er septembre 1951]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **J. ALPHÉE YERGEAU**,
N° 7077. { rentier, de Upton, comté de Drummond, demandeur; vs **ERNEST TANGUAY**, de Sainte-Rosalie, district de Saint-Hyacinthe, défendeur.

Les subdivisions 18 et 17 du lot 107 pour le cadastre du canton de Wickham dans le comté de Drummond, avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Philippe de Drummond, le **JEUDI, QUATRE OCTOBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée)**.

Bureau du Shérif, **Le Shérif, FÉLIX HOULE**.
Arthabaska, 27 août 1951. 30826-35-2-0
[Première insertion: 1er septembre 1951]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
Montréal, P. Q.

Cour Supérieure, { **THURIBE POITRAS**,
N° 296847. { menuisier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs **LES HÉRITIERS DE FEUE HORTENSE LEMIEUX**, décédée depuis moins de 6 mois, de son vivant, épouse séparée de biens de Edmond Mimeault, des cité et district de Montréal, défendeurs.

1. D'une partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent trente-et-un A (Ptie 231-A) des plan et livre de renvoi officiels du fief de Saint-Maxime de Mont-Louis, mesurant un arpent de largeur en front sur une profondeur de dix arpents mesure anglaise et plus ou moins; bornée ladite partie comme suit: en front vers l'est par la Route Nationale, en arrière vers l'ouest par la Rivière Mont-Louis, d'un côté vers le nord par Herménégilde Robinson et de l'autre côté vers le sud par le lot numéro 232;

2. D'une partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent trente-deux (Ptie 232) des plan et livre de renvoi officiels du fief de Saint-

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec,
District of Arthabaska

Superior Court. { **GEORGES BOURQUE**,
No. 5486. { public carrier, Plessisville, plaintiff; vs **THE HEIRS OF ARTHUR FAUCHON jr.**, in his lifetime labourer, of the city of Thetford, & **NAPOLEON PRÉVOST**, farmer of Coleraine, defendants.

A farm situate in the municipality of St-Joseph de Coleraine, being the northwest 2/3 of lot 27 of range 1, under location ticket — with buildings thereon erected,

To be sold at the parish church door of the village of Disraeli, county of Wolfe, on **THURSDAY the FOURTH of OCTOBER, 1951, at THREE o'clock in the afternoon, (Daylight Saving Time).**

Sheriff's Office, **FÉLIX HOULE**,
Arthabaska, August 27, 1951. 30825-35-2
[First Insertion: September 1, 1951]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, { **J. ALPHÉE YERGEAU**,
No. 7077. { annuitant, of Upton, county of Drummond, plaintiff; vs **ERNEST TANGUAY**, of Sainte-Rosalie, district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Subdivisions 18 and 17 of lot 107 of the cadastre for the township of Wickham, in the county of Drummond, with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Philippe de Drummond, on **THURSDAY, the FOURTH of OCTOBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).**

Sheriff's Office, **FÉLIX HOULE**,
Arthabaska, August 27, 1951. 30826-35-2
[First insertion: September 1, 1951]

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
Montreal, P. Q.

Superior Court, { **THURIBE POITRAS**,
No. 296847. { carpenter, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs **THE HEIRS OF THE LATE HORTENSE LEMIEUX**, deceased within less than 6 months, in her lifetime, wife separate as to property of Edmond Mimeault, of the city and district of Montreal, defendants.

1. Part of that lot known and designated under number two hundred and thirty-one A (Pt 231-A) on the official plan and in the book of reference for the "Fief de Saint-Maxime de Mont-Louis", measuring one arpent in width, in front, by a depth of ten arpents, English measure and more or less, said part bounded as follows: in front, towards the east, by the National highway, in rear, towards the west by the Mont-Louis river, on one side, towards the north, by Herménégilde Robinson, and on the other side, towards the south, by lot number 232;

2. Part of that lot known and designated under number two hundred and thirty-two (Pt. 232) of the official plan and in the book of

Maxime de Mont-Louis, mesurant un arpent et demi de largeur en front sur six arpents de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; bornée, ladite partie comme suit: en front vers l'est par une autre partie du même lot numéro deux cent trente-deux appartenant à Thomas Tremblay, en arrière vers l'ouest par la rivière Mont-Louis, d'un côté vers le nord par la partie ci-dessus décrite du lot numéro deux cent trente-et-un A, et de l'autre côté vers le sud par Henri Lemieux ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Maxime de Mont-Louis, comté de Gaspé, LUNDI, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif, M. J. FURLONG.
Bureau du Shérif, Percé, P. Q., le 27 août 1951. 30827-35-2-o
[Première insertion: 1er septembre 1951]

reference for the "Fief de Saint-Maxime de Mont-Louis", measuring one and one half arpent in width in front by six arpents in depth, English measure and more or less; said part bounded as follows: in front, towards the east by another part of lot number two hundred and thirty-two, belonging to Thomas Tremblay, in rear, towards the west, by the Mont-Louis River, on one side, towards the north by the part hereinabove described of lot number two hundred and thirty-one A, and on the other side, towards the south by Henri Lemieux or representatives.

To be sold at the parish church door of Saint-Maxime de Mont-Louis, county of Gaspé, on MONDAY, the FIRST day of OCTOBER 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG, Sheriff's Office, Percé, P. Q., August 27, 1951. 30827-35-2
[First insertion: September 1, 1951]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny.

Cour Supérieure, { SAMSON & FILLION, de
N° 61,804. { la Cité de Québec, de-
mandeurs vs EUGENE BOU-
TIN et ARTHUR BOUTIN, de Notre-Dame de
Buckland, Cté. Bellechasse, P.Q. défendeurs.

Le Shérif du district de Montmagny, est par les présentes requis de saisir et de vendre les immeubles ci-après désignés, en la possession du défendeur Eugène Boutin:

(Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot 1-A., du dixième rang nord-ouest du Canton-Buckland, ayant une superficie de environ quatre arpents, avec bâtisses et dépendances, borné au sud par le chemin public, à l'ouest par Omer Nadeau à partir du chemin et du même côté par Edouard Laflamme, au nord par Philippe Laflamme et à l'est par Joseph Ruel:

Et un autre terrain portant le même numéro de lot, d'environ six arpents, borné au sud par le chemin public, à l'ouest par le ruisseau chez Edouard Laflamme et par Omer Nadeau, au nord par Philippe Laflamme et à l'est par Eugène Boutin, avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale, de Buckland, Cté. Bellechasse, P. Qué., SAMEDI, le 6 OCTOBRE 1951, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire.

Montmagny, P.Q., ce 27ième jour d'août, 1951.
Le Shérif, J. ADOLPHE BERNIER.
30816-35-2-o
[Première insertion: 1er septembre 1951]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { SAMSON & FILLION of
No. 61,804. { the city of Quebec, plain-
tiffs; vs EUGENE BOUTIN
and ARTHUR BOUTIN, of Notre-Dame de
Buckland, Co. of Bellechasse, P.Q., defendants.

The Sheriff of the District of Montmagny, is hereby requested to seize and sell the immovables hereinafter designated, in the possession of the defendant, Eugène Boutin.

(An emplacement known and designated as forming part of lot 1-A of the tenth range north-west of the township of Buckland, containing a superficial area of about four arpents — with buildings and dependencies, bounded on the south by the public road, on the west by Omer Nadeau, starting from the road, and on the same side by Edouard Laflamme, on the north by Philippe Laflamme, and on the east by Joseph Ruel.

And another lot of land bearing the same number, measuring about six arpents, bounded on the south by the public road, on the west by the stream at Edouard Laflamme's and by Omer Nadeau, on the north by Philippe Laflamme and on the east by Eugène Boutin — with buildings and dependencies.

To be sold at the parish church door of Buckland, county Bellechasse, P. Que., on SATURDAY the SIXTH of OCTOBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

Montmagny, P. Q., August 27, 1951.
J. ADOLPHE BERNIER, Sheriff.
30816-35-2
[First insertion: September 1, 1951]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District des Trois-Rivières

Cour de Magistrat { GILLES BERTRAND,
de District, { cultivateur de St-Al-
N° 24879. { ban, comté de Portneuf,
P.Q., demandeur, vs P. E.

SAVARD, de Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain, P.Q., défendeur.

"Un lot portant le numéro deux cent quatre-G (204-G) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, avec maison dessus érigée, circonstances et dépendances; bornée au sud-est

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

District Magistrate's { GILLES BERTRAND,
Court. { farmer, of St-Alban,
No. 24879. { county of Portneuf, P.
Q., plaintiff; vs P. E.

SAVARD, of Ste-Anne de la Pérade, county of Champlain, P.Q., defendant.

A lot bearing number two hundred and four-G (204-G) on the official cadastre for the parish of Ste-Anne de la Pérade, — with a house thereon erected, circumstances and dependencies; bound-

par la rue Dorvilliers au nord-ouest par le N° 204, au sud-ouest par le N° 204-F, et au nord-est par le N° 204-H; mesurant quarante-cinq pieds de large sur cent pieds de profondeur, formant en superficie, quatre milles cinq cent pieds (4500)."

Pour être vendu, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne de la Pêrade, comté de Champlain, MARDI, le DEUXIÈME jour d'OCTOBRE, mil neuf cent cinquante et un, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 28 août 1951. 30828-35-2-o
[Première insertion: 1er Septembre 1951]

ded on the southeast by Dorvilliers street, on the northwest by No. 204, on the southwest by No. 204-F, and on the northeast by No. 204-H; measuring forty-five feet in width by one hundred feet in depth, forming a superficial area of four thousand five hundred feet (4500)"

To be sold at the church door of the parish of Ste-Anne de la Pêrade, county of Champlain, on TUESDAY, the SECOND day of OCTOBER, NINETEEN HUNDRED AND FIFTY ONE, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, August 28, 1951. 30828-35-2
[First insertion: September 1, 1951]

Arrêté en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 934

Québec, le 29 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la régie des loyers, 14-15 George VI, chapitre 20.

ATTENDU qu'à la récente session de la Législature la loi chapitre 20, 14-15 George VI, intitulée "Loi concernant la régie des loyers", a été adoptée à l'unanimité;

ATTENDU que l'article 36 de la dite loi décrète que:

"L'esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés et d'assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s'inspirant de ces principes";

ATTENDU que l'article 31 de la dite loi édicte que le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l'application de la présente loi;

b) adopter toute autre mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés par la présente loi;

ATTENDU qu'il est conforme à l'esprit et aux buts de la dite loi que la municipalité de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Richelieu, soit considérée, pour les fins de la dite loi, faire partie de la ville de St-Joseph-de-Sorel;

ATTENDU qu'il est juste et approprié, dans les circonstances, que la dite loi s'applique à la dite municipalité de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Richelieu;

ATTENDU qu'il convient que le règlement adopté par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par l'arrêté en conseil numéro 460, en date du 2 mai 1951, soit modifié en conséquence.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite municipalité de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Richelieu, soit considérée, pour les fins de ladite loi, faire partie de la ville de St-Joseph-de-Sorel et soumise à l'application de la dite loi;

QUE le dit règlement par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, en vertu de la dite loi, soit modifié en conséquence, et que le présent arrêté en conseil ait son effet à compter du 1er août 1951;

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 934

Quebec, August 29, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals, chapter 20, 14-15 George VI.

WHEREAS at the recent session of the Legislature the Act chapter 20, 14-15 George VI, intituled "Act respecting the regulation of rentals", was unanimously adopted;

WHEREAS section 36 of the said Act enacts that,

"The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles";

WHEREAS section 31 of the said act enacts that the Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

"a) to decree any supplementary, interpretative or accessory provision relating to the application of this act;

"d) to adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act."

WHEREAS it is in conformity with the spirit and the purposes of the said act that the municipality of the parish of St. Joseph, in the county of Richelieu, be, for the purposes of the said Act, considered as forming part of the town of St-Joseph-de-Sorel;

WHEREAS it is just and appropriate, under the circumstances, that the said Act should apply to the said Municipality of the parish of St. Joseph, in the county of Richelieu;

WHEREAS it is expedient that the regulation adopted by the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 460, dated May 2, 1951, be consequently amended.

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

THAT the said Municipality of the parish of St. Joseph, in the county of Richelieu, be, for the purposes of the said Act, considered as forming part of the town of St-Joseph-de-Sorel and subject to the application of the said Act;

THAT the said regulation made by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of the said act, be consequently amended, and that the present Order in Council take effect from and after August 1, 1951;

Que le présent règlement soit publié dans la
Gazette officielle de Québec.

A. MORISSET,
30839-o Greffier du Conseil Exécutif.

THAT the present regulation be published in
the *Quebec Official Gazette.*

A. MORISSET,
30839 Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Montréal, le 28 août 1951.

A une assemblée tenue le 28ième jour d'août 1951, à Montréal, à 11 heures a.m., au bureau de La Commission des Loyers, au nouveau Palais de Justice, 100 Est, rue Notre-Dame, à laquelle sont présent: Le Juge André Régner, président, Mtres J.-M. Savignac, N.P., Commissaire, J. John O'Meara, C.R., Commissaire, représentant tous les membres de la Commission.

Sur proposition de Mtre A. John O'Meara, C.R., il est unanimement résolu que le règlement suivant, concernant la définition de "maison de chambres" soit et il est présentés adopté, à savoir:

"Attendu que l'article 11 de la Loi concernant la Régie des Loyers, 14-15 George VI, Chapitre 20, édicte que la Commission des Loyers peut, par règlement, déterminer ce qui constitue une maison de chambres au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi;

Attendu qu'il est opportun de déterminer ce qui, au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi, constitue une maison de chambre;

La commission des Loyers, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par cette loi, ordonne et décrète;

Règlement N° 1, aux fins de déterminer ce qui constitue une maison de chambres:

1° Pour les fins de la loi 14-15 George VI, Ch. 20, concernant la Régie des Loyers, les mots "maison de chambres" signifient et s'appliquent à tout local communément appelé logis, logement ou appartement, que le locataire transforme en exploitation commerciale de sous-location de chambres ou pièces pour les fins de logement ou d'habitation;

2° Sous réserve de l'article 2 du règlement N° 1 adopté en vertu de la dite loi, par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le 2 mai, 1951, et sans restreindre la portée de l'alinéa précédent, les mots "maison de chambres", au sens du paragraphe (f) de l'article 25 et de l'article 34 de la dite loi, signifient et s'appliquent à tout local communément appelé logis, logement ou appartement dans lequel plus de deux pièces sont habitées par des personnes autres que celle d'une même famille.

3° Le présent règlement entrera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Le Président
de la Commission des Loyers,
30840-o ANDRÉ RÉGNIER.

Miscellaneous Notice

Montreal August 28, 1951.

At a meeting held on the 28th day of August, 1951, at Montreal, at 11 o'clock a.m., at the office of the rental Commission, at the New Court House, 100 Notre-Dame Street East, at which are present: Judge André Régner, President, Mtres J. M. Savignac, N.P., Commissioner, A. John O'Meara K.C., Commissioner, representing all the members of the Commission.

It was moved by Mtre A. John O'Meara, K.C. and unanimously resolved, that the following regulation concerning the definition of "rooming-house" be and it is hereby adopted, to wit:

Whereas section 11 of the Act, concerning the regulation of rentals, 14-15 George VI, Chapter 20, enacts that the Rental Commission, may, by regulation, determine what shall constitute a "rooming-house", within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act;

Whereas it is expedient to determine what, within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act, shall constitute a rooming-house;

The Rental Commission, acting in virtue of the powers conferred to it by the said Act, ordains and enacts:

Regulation No. 1 for the purpose of determining what constitutes a rooming-house:

1. For the purposes of the Act 14-15 Georges VI, Chapter 20, concerning the Regulation of Rentals, the words "rooming-house" signify and apply to any place commonly called dwelling, lodging or apartment, which the tenant transforms into a commercial exploitation of subletting rooms or places for lodging and dwelling purposes

2. Under reserve of section 2 of regulation No. 1 adopted in virtue of the said Act, by the Lieutenant-Governor in Council, on May 2, 1951, and without restricting the bearing of the preceding paragraph, the words "rooming-house" within the meaning of paragraph (f) of section 25 and of section 34 of the said Act, signify and apply to any place commonly called dwelling, lodging or apartment, in which more than two places are inhabited by other persons than those of one same family.

3. The present regulation shall come into force from and after the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

ANDRÉ RÉGNIER,
30840 President of the Rental Commission.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 35

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bélanger vs Simard	2358
Bouchard vs Jodoin	2359
Chartrand vs Lacombe	2359

Index of the Quebec Official Gazette, No. 35

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bélanger vs Simard	2358
Bouchard vs Jodoin	2359
Chartrand vs Lacombe	2359

Dérôme vs Sorensen.	2359	Dérôme vs Sorensen.	2359
Lavallée vs Jacques.	2358	Lavallée vs Jacques.	2358
Lefebvre vs Talarico.	2359	Lefebvre vs Talarico.	2359
Pelletier vs Benoit.	2359	Pelletier vs Benoit.	2359

ARRETÉS EN CONSEIL:

894, section "G" — Employés de garage dans l'île de Montréal.	2359
925, section "D" — Comité paritaire de l'industrie de la chaussure.	2360
926, section "A" — Industrie de la chaussure dans la province de Québec.	2360
926, section "B" — Métiers de l'imprimerie dans les comtés de Chicoutimi, Roberval et al.	2363
926, section "C" — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval.	2364
926, section "D" — Employés de garage dans la cité de Sherbrooke.	2365
926, section "E" — Métiers de plombier et poseur d'appareils de chauffage dans les comtés de Hull, Gatineau et al.	2367
926, section "F" — Industrie de la construction dans la région des Cantons de l'Est.	2368
926, section "G" — Industrie de la chaussure dans la Province.	2368
926, section "H" — Industrie de la construction dans le comté de Terrebonne.	2369
934 — Concernant la régie des loyers.	2399

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2356	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2299
------	-------------------------------	------

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Acer, McLernon Incorporated (Directeurs).	2371	Acer, McLernon Incorporated (Directeurs).	2371
Chantier Coop de l'U.C.C. de L'Anse St-Jean (Foundation).	2371	Chantier Coop. de l'U.C.C. de L'Anse St-Jean (Foundation).	2371
Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph (Règlements).	2370	Orfanotrofio Italiano S. Guiseppe — Orphelinat Italien St-Joseph (By-Laws).	2370
Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc. (Règlement).	2371	Secrétariat des Syndicats Catholiques de Québec Inc. (By-Law).	2371
Concernant la régie des loyers (Maison de chambres).	2400	Concerning the regulation of rentals (Rooming-house).	2400

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.	2371	Relating to private bills to be introduced during the coming session.	2371
---	------	--	------

CHARTRE — ABANDON DE:

CHARTER — SURRENDER OF:

Médéric Charbonneau Limitée Inc.	2372	Médéric Charbonneau Limitée Inc.	2372
---------------------------------------	------	---------------------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Hôtel-Dieu d'Alma.	2372	Hôtel-Dieu d'Alma.	2372
St-Germain-de-Rimouski, commissaires d'écoles de.	2373	St-Germain-de-Rimouski, School Commissioners of.	2373
Succession Arthur Yale.	2372	Estate of Arthur Yale.	2372
Succession Eugène Farly.	2372	Estate of Eugène Farly.	2372

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Hocquart, canton de.	2373	Hocquart, township of.	2373
---------------------------	------	-----------------------------	------

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-François-Xavier de Grande-Vallée... 2373

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 51-Sp-VII — Bas St-Laurent... 2373
Ordonnance N° 51-Sp-VIII — Drummondville... 2374
Ordonnance N° 51-Sp-IX — Province de Québec... 2375
Ordonnance N° 51-Sp-X — Abitibi... 2376

TERRES ET FORETS:

Service du Cadastre:

Ste-Marguerite, paroisse de... 2376
St-Mathieu de Belœil, paroisse de... 2377

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la peinture (Prélèvement)... 2384
Comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Rimouski (Prélèvement)... 2383
Comité paritaire du commerce de détail à Québec (Prélèvement)... 2386
Fabrication et commerce de gros des produits de l'alimentation dans les cités de Québec et Lévis (Modification)... 2377
Industrie de la fabrication des produits de métal en feuilles dans l'île de Montréal (Modification)... 2382
Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification)... 2380

TRÉSOR:

Assurances:

La Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel Archange et ses annexes... 2387

VOIRIE:

Fermeture de chemins... 2388

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: pratique du droit... 2388
Laurentides: étude du droit... 2388

LETTRES PATENTES:

Gagné Limitée... 2388

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby Incorporée... 2389

NOMINATIONS:

Diverses... 2389

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires... 2390

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la paroisse de St-François-Xavier de Grande-Vallée... 2373

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 51-Sp-VII — Lower St. Lawrence... 2373
Order No. 51-Sp-VIII — Drummondville... 2374
Order No. 51-Sp-IX — Province of Quebec... 2375
Order No. 51-Sp-X — Abitibi... 2376

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ste-Marguerite, parish of... 2376
St-Mathieu de Belœil, parish of... 2377

LABOUR:

Joint Committee of the Paint Industry (Levy)... 2384
Parity Committee of the Automobile Industry of Rimouski (Levy)... 2383
Quebec Retail Trade Parity Committee (Levy)... 2386
Food products manufacturing and wholesale trade in the cities of Quebec and Lévis (Amendment)... 2377
Sheet metal fabricating industry in the Island of Montreal (Amendment)... 2382
Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment)... 2380

TREASURY:

Insurance:

La Mutuelle de Secours des Employés de l'Hôpital Saint-Michel Archange et ses annexes... 2387

ROADS:

Roads closed... 2388

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: practice of law... 2388
Laurentides: study of law... 2388

LETTERS PATENT:

Gagné Limitée... 3088

WINDING UP NOTICE:

La Société de Bienfaisance Saint-Jean-Baptiste de Notre-Dame de Granby Incorporée... 2389

APPOINTMENTS:

Miscellaneous... 2389

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business... 2390

SIÈGES SOCIAUX:

Les Agences d'Assurances Trans-Canada — Assurance Agencies Inc. 2391
North American Utilities Corporation 2391

SOUMISSIONS:

St-Jérôme, commissaires d'écoles de la ville de 2393
Westmount, cité de 2391

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Brisson, André 2394

VENTES POUR TAXES:

Chicoutimi, cité de 2394
Harvey, commission scolaire de 2395

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Savard vs Moreau 2396

ARTHABASKA:

Bourque vs Héritiers Arthur Fauchon *et al.* 2397
Yergeau vs Tanguay 2397

GASPÉ:

Poitrass vs Héritiers Hortense Lemieux. 2397

MONTMAGNY:

Samson & Fillion vs Boutin *et al.* 2398

TROIS-RIVIÈRES:

Bertrand vs Savard 2398

30838-o

HEAD OFFICES:

Les Agences d'Assurances Trans-Canada — Assurance Agencies Inc. 2391
North American Utilities Corporation 2391

TENDERS:

St-Jérôme, School Commissioners of the town of 2393
Westmount, city of 2391

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Brisson, André 2394

SALES FOR TAXES:

Chicoutimi, city of 2394
Harvey, School Commission of 2395

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Savard vs Moreau 2396

ARTHABASKA:

Bourque vs Heirs of Arthur Fauchon *et al.* 2397
Yergeau vs Tanguay 2397

GASPÉ:

Poitrass vs Heirs Hortense Lemieux. 2397

MONTMAGNY:

Samson vs Fillion vs Boutin *et al.* 2398

TROIS-RIVIÈRES:

Bertrand vs Savard 2398

30838-o

